



GRAND PRIX DU CANADA
La « plus belle victoire » de Jenson Button
Le reportage d'Éric Desrosiers
et la chronique de Jean Dion, page B 5

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CII N° 131

LE LUNDI 13 JUIN 2011

1,09 \$ + TAXES = 1,24 \$

MONTÉRÉGIE

«L'aide tombe du ciel autant que l'eau»

3500 bénévoles se portent au secours des sinistrés

VALÉRIAN MAZATAUD

Plusieurs milliers de bénévoles ont prêté main-forte aux sinistrés du Richelieu à l'occasion de la grande corvée de la fin de semaine dernière. Un coup de main salutaire pour les habitants des zones sinistrées, toujours dans la crainte d'une remontée des eaux.

C'était jour de ménage hier pour Louise Guibeault, résidente de la 60^e avenue de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix depuis deux décennies. Nettoyage des quelque

Un ouvrage «digne des douze travaux d'Hercule»

1150 sacs qui fortifient sa maison certes, mais plus encore. «Les inondations ont été l'occasion de faire le ménage parmi les amis et les collègues.»

Durant les cinq dernières semaines, l'aide n'est pas toujours arrivée d'où on l'attendait. Après un résigné «au secours» lancé sur Facebook, c'est la serveuse d'un restaurant grec de Saint-Jean-sur-Richelieu qui a volé à la rescousse de Mme Guibeault. «L'aide tombe du ciel autant que l'eau, même de la part de lointaines connaissances, mais il faut apprendre à l'accepter. On a l'habitude de donner, mais plus rarement de recevoir.»

Samedi, c'est une soixantaine de mormons qui ont prêté main-forte aux habitants de la 60^e avenue, quelques-uns des 500 membres de différentes communautés mormones du Québec et d'Ontario venus grossir les rangs des volontaires de la grande corvée. «C'est l'entraide qui compte, pas la religion» relativise-t-on au poste de pompiers de Saint-Paul. La

VOIR PAGE A 8: AIDE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une soixantaine de mormons faisaient partie des bénévoles venus prêter main-forte samedi aux résidents de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix.

TURQUIE

Victoire écrasante d'Erdogan aux législatives

■ À lire en page B 1

■ La chronique de François Brousseau, page B 1: Puissante Turquie



UMIT BERTAS REUTERS



7^e Amir Khadir

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le député de Québec solidaire, Amir Khadir, a pris part hier au parc La Fontaine à une manifestation contre la tenue du Grand Prix de Formule 1 de Montréal (voir page A 2). Ses prises de position ont provoqué une baisse de sa popularité auprès des électeurs, mais il demeure dans le «Top 10».

LE BAROMÈTRE DES PERSONNALITÉS LÉGER MARKETING-LE DEVOIR

Legault, le plus populaire de tous

Amir Khadir dégringole de la première à la septième position

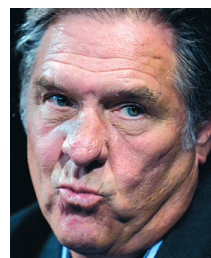
MARCO BÉLAIR-CIRINO

La session parlementaire qui s'est achevée vendredi dernier à Québec a consacré la chute de la popularité d'Amir Khadir, révèle le nouveau baromètre des personnalités politiques Léger Marketing-Le Devoir. Porté aux nues il y a tout juste six mois par les Québécois, le seul député de Québec solidaire à l'Assemblée nationale a chuté de la 1^{re} à la 7^e position du palmarès, alors que le chef de la Coalition pour l'avenir du Québec, François Legault, et le député indépendant Pierre Curzi figurent respectivement au 1^{er} et 2^e rang.

Quelque 40 % des personnes sondées ont une «mauvaise opinion» du co-porte-parole de Québec solidaire, soit deux fois plus qu'en décembre 2010 (18 %). En contrepartie, 32 % de la population québécoise a une «bonne opinion» d'Amir Khadir, selon le coup de sonde effectué par Lé-



1^{er} François Legault



2^e Pierre Curzi



4^e Louise Beaudoin



8^e Lisette Lapointe



44^e J.-M. Aussant

ger-Marketing. Ils étaient 45 % en décembre 2010. «Les gens commencent à en avoir marre», affirme sans ambages le président de la firme de recherche marketing et de sondages, Jean-Marc Léger.

L'opposition farouche que le député de Mercier a manifestée à l'égard du projet de loi 204 voué à

mettre à l'abri de poursuites judiciaires l'entente Québec-Quebecor sur l'amphithéâtre de la Ville de Québec a accéléré sa chute de popularité, selon M. Léger. «C'est le facteur clé à mon avis, parce que la

VOIR PAGE A 8: BAROMÈTRE

■ Une majorité de Québécois appuient le Plan Nord, page A 3 ■ La lune de miel du NPD se poursuit au Québec, page A 3

CHARLÉLIE COUTURE AUX FRANCOFOLIES

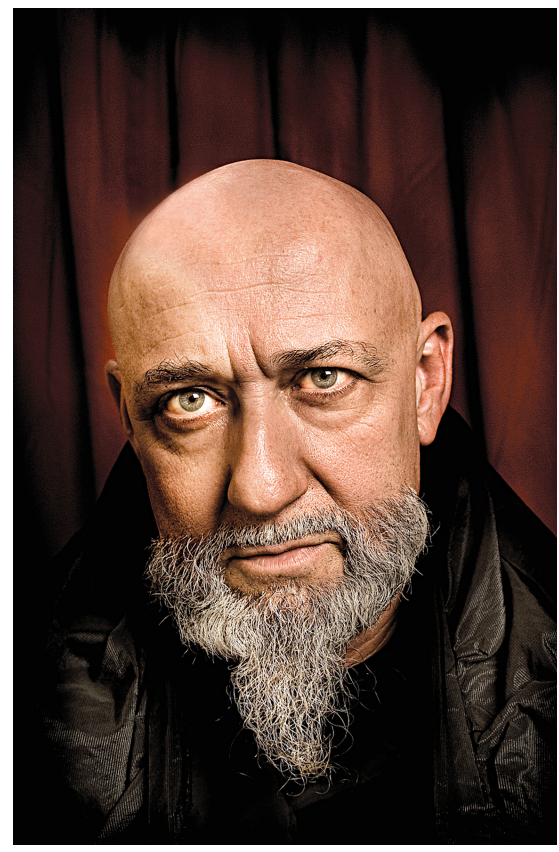
Rêver fort

Petite demi-heure au téléphone avec l'irréductible barbu, qui chérit plus que jamais la vie, la liberté et les gestes gratuits. Et qui chantera ce soir à Montréal parce qu'il en a envie.

SYLVAIN CORMIER

C'est à Paris que je le joins. CharlÉlie le peintre-photographe-portraitiste-galeriste new-yorkais — j'ai failli écrire new-yorkais d'adoption, mais ça hérissait le grand gars jusqu'à la pointe de sa barbe: il me l'a dit et redit la dernière fois, «on n'adopte pas New York, on s'y bat, on y est, on y vit» —, CharlÉlie Couture, donc, a remis ses bottes de blues-rockeur français, le temps de marteler quelques scènes et de défendre son nouvel album de la meilleure façon qui soit: l'attaque. Le «Fort rêveur Tour» fait du bon bruit à travers la France depuis mai; vendredi et samedi tombait Le Casino de Paris; le voilà ce soir en commando au Club Soda pour les Francos; ça reprend jeudi en France. «Ça donne un spectacle qui est bien lourd et bien gras, et bien rock-blues poétique. Ce que je suis, en fait.»

A savoir: un homme libre. Libre même de lui-même. C'est ce qu'il chante en ouverture de *Fort rêveur*, son deuxième album new-yorkais: *Les Statuts de ma liberté*. Rien de moins qu'un manifeste. «Être son antithèse, son contestataire / Chercher à être tout, autant que son contraire / S'imposer à soi-même, c'qu'on supporterait pas d'autrui / S'inventer le meilleur, fantôme et utopie.» Ça va chercher loin chez CharlÉlie, cette attitude: pas de cadre qui tienne, pas de contours qui le cernent. Ses installations, ses photos «revisitées», les œuvres dans sa Re-Gallery de la 36^e rue n'entrent dans rien: ni courant, ni format, ni matériau d'élection. Hors norme, tou-



FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL

CharlÉlie Couture sera ce soir au Club Soda à l'invitation des FrancoFolies de Montréal.

jours. Même son nouveau disque, physiquement, fait la nique au boîtier CD habituel. *Fort rêveur* est offert double grandeur, dans une splendide pochette cartonnée qui s'ouvre sur tout un monde

VOIR PAGE A 8: COUTURE

■ Jeanne Moreau et Étienne Daho, la critique du spectacle en page B 8

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

La refonte du Code du bâtiment accuse quatre ans de retard

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

La mise à jour du Code du bâtiment du Québec, qui devait réduire de 20 à 25 % la dépense d'énergie de chaque maison neuve à compter du 1^{er} janvier 2008, accuse un retard de quatre ans.

Près de 150 000 unités résidentielles ont été construites depuis 2008. La vaste majorité de ces unités résidentielles, dont la construction repose sur des normes qui ont plus de 20 ans, vont ainsi avoir une facture d'énergie supérieure de 20 à 25 % pendant une vie utile de près de 100 ans en raison de ce retard. Un retard dont tout le monde se lave les mains.

La refonte du Code du bâtiment constituait pourtant un des piliers de la Stratégie énergétique du gouvernement Charest, dévoilée en 2006. L'échéance du 1^{er} janvier 2008 était alors jugée réaliste par Québec. L'élaboration du nouveau Code a été alors confiée à l'Agence de l'efficacité énergétique (AEE), qui devait travailler de concert avec la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). C'est ce dernier organisme qui élabore le projet de règlement soumis au Conseil des ministres, qui devient le Code du bâtiment.

VOIR PAGE A 8: RETARD

INDEX

25	7 783 13 102 88 9 16	Annonces..... B 6	Idées A 7
		Avis publics... B 4	Météo A 4
		Convergence... B 7	Monde B 1
		Culture B 8	Mots croisés... A 4
		Décès B 6	Religions B 6
		Économie B 3	Sudoku B 2
		Éditorial A 6	Télévision B 7

ACTUALITÉS

Examen en histoire et éducation à la citoyenneté

Cancres en histoire, les élèves du secondaire?

L'histoire nationale «risquerait d'intéresser les jeunes bien plus qu'une histoire désincarnée»

De nombreux élèves de 4^e secondaire se soumettent ce matin à l'examen en histoire et éducation à la citoyenneté. Réforme oblige, ce test n'est pas encore une épreuve unique (obligatoire et commune à tous les élèves à la grandeur du Québec), mais plutôt une épreuve d'appoint qui, tout comme le cours, a été remise vingt fois sur le métier. Pour le meilleur... ou pour le pire?

LISA-MARIE GERVAIS

«**Q**ui a été le premier ministre du Québec?», demandait-il

à quelques mois la Coalition pour l'histoire dans un sondage Léger Marketing. Parmi les Québécois interrogés, 94 % n'ont pas réussi le test. Certes, la question colle n'était pas accompagnée de choix de réponses, mais «l'ignorance collective» sur ces notions élémentaires a été décriée par le porte-parole de la Coalition, Robert Comeau, qui s'inquiète des connaissances générales acquises par les étudiants sur l'histoire du Québec. Le système québécois d'éducation contribue-t-il à former des cancrès?

Voyons un peu. Un rapide survol des résultats aux épreuves uniques d'avant 2009 — car après cela, il n'y a pas de compilations systématiques des résultats, les épreuves n'étant pas obligatoires — révèle que le taux de réussite de l'examen de fin d'année pour l'ensemble des Québécois de 4^e secondaire entre 2004 et 2008 oscille entre 75,6 % (2008) et 89,4 % (2007).

Bien sûr, on ne saurait tirer une conclusion sur les seules notes, normalisées et re-normalisées. Il faut jeter un œil aux contenus des cours, à l'enseignement, à la façon d'évaluer... Jusqu'à ce jour, la «Progression des apprentissages», un document qui détaille dans un ordre à respecter les contenus que le professeur doit enseigner, n'a pas été rendue publique pour le domaine Univers social (histoire, géographie, etc.) au 2^e cycle du secondaire. Or, tous les autres documents de ce genre ont été divulgués dans toutes les autres matières, a appris *Le Devoir*. «C'est un dossier chatouilleux», résume un enseignant d'histoire au secondaire qui désire garder l'anonymat.

L'histoire nationale

Le président de la Société des professeurs d'histoire du Québec, Laurent Lamontagne, qui fait partie de ceux qui souhaitent qu'une plus grande place soit accordée à l'histoire nationale, dénonce la dilution et l'élagage des contenus qu'il voit s'éloigner de la perspective nationaliste pour embrasser le



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Des élèves de l'école secondaire Louis Riel en pleine lecture. Au Québec, près des deux tiers des heures de cours consacrées à l'histoire concernent l'histoire du Québec et du Canada.

monde. «L'histoire nationale... c'est passé date pour le ministère, mais, pourtant, on la cherche, on la veut. Ça pourrait très bien s'insérer dans la structure des programmes actuels et ça risquerait d'intéresser les jeunes bien plus qu'une histoire désincarnée», souligne-t-il.

Dans une longue entrevue qu'il a accordée au *Devoir* — et dont la version intégrale est disponible sur notre site Web —, le professeur à la Faculté d'éducation de l'Université de Sher-

brooke et spécialiste de la pédagogie, Mathieu Bouhon, croit que «ceux qui remettent en question le programme d'histoire se trompent de combat». «Il faut relier la conception de l'enseignement de l'histoire qui est actuellement privilégiée par l'Institution scolaire aux finalités sociales de l'éducation, à la commande que la société fait aujourd'hui à l'école et à l'enseignement de l'histoire. Cette commande n'est plus la même depuis les années 50. Elle n'est plus pré-occupée par la seule formation et le maintien au pouvoir des élites sociales. L'échelle des valeurs a changé aujourd'hui et correspond davantage à l'idéologie démocratique.»

Il rappelle qu'au Québec, près des deux tiers des heures de cours consacrées à l'histoire concernent l'histoire du Québec et du Canada alors qu'en

Belgique francophone, l'histoire nationale a été évacuée des programmes à la fin des années 80, dans la quasi-indifférence. Elle est subordonnée à l'histoire européenne et occidentale.

Québec-Belgique... même combat?

Pour avoir souvent comparé l'enseignement et l'évaluation de l'histoire au Québec avec la Belgique, qui s'est elle aussi mise entièrement à l'heure des compétences depuis 2000, Mathieu Bouhon constate que la situation ici n'a rien de dramatique, «même si tout n'est pas rose non plus».

Il explique que, dans l'examen québécois de juin 2010, l'élève devait rédiger un texte pour expliquer si le commerce de fourrures après 1760 était en continuité ou en rupture avec ce qui le caractérisait avant la Conquête alors que, dans le cas belge, on demandait si le régime politique

mis en place par Auguste à la fin du premier siècle avant J.-C. était plus, ou moins, démocratique que le régime politique de la République romaine.

Si les deux épreuves ont plusieurs choses en commun, comme leur structure ou leur relative complexité pour des élèves de 15 ans, elles divergent sur certains points. «Dans l'épreuve québécoise, par exemple, les connaissances que l'élève est censé mobiliser sont assez floues ou légères et les documents proposés (le plus souvent des extraits très courts tirés de manuels scolaires ou d'ouvrages de vulgarisation historique) sont d'une très grande simplicité», soutient M. Bouhon. «Plusieurs enseignants d'histoire à qui j'ai donné cours récemment à l'Université de Sherbrooke m'ont dit que leurs élèves disposant d'habiletés de lecture et d'écriture, mais n'ayant aucune connaissance historique, avaient produit un très bon texte. Ce problème hypothèque en partie la complexité de la tâche et dénature la notion de compétence.»

Le Devoir

Des exemples de questions

Exemple de questions d'examen d'histoire au secondaire produites par le ministère de l'Éducation. Ce sont des questions susceptibles de se retrouver dans l'examen de 4^e secondaire. (Pour répondre à la plupart des questions, on fournit aux élèves des extraits de textes, des illustrations ou des graphiques)

- Pour quelle raison les Algonquiens et les Inuits, qui occupent une grande partie du territoire québécois vers 1500, ont-ils un mode de vie nomade, plutôt que sédentaire?
- Devrait-on vendre à l'étranger l'eau douce du Québec? Produisez un texte d'opinion.

Acquisition du groupe boursier TMX

Quatre sociétés se joignent à Maple

Toronto — Quatre sociétés financières se sont jointes à la Corporation d'Acquisition Groupe Maple dans le but de faire l'acquisition du Groupe TMX, l'exploitant de la Bourse de Toronto.

Maple a annoncé hier que le Mouvement Desjardins, Marchés financiers Dundee, GMP Capital et la Financière Manuvie avaient accepté de devenir investisseurs relativement à son offre visant l'acquisition du Groupe TMX.

Manuvie est la plus importante société d'assurance au Canada, et Desjardins, le premier groupe financier coopératif du pays, avec une importante présence au Québec. Dundee et GMP sont deux sociétés de gestion du patrimoine de Bay Street, à Toronto.

Maple a fait une offre de 3,6 milliards afin de mettre la main sur le Groupe TMX. Le Groupe TMX a rejeté cette offre, affirmant qu'elle présentait trop d'incertitudes.

La London Stock Exchange souhaite faire fusion avec la société torontoise, dans le cadre d'une transaction de trois milliards de dollars américains.

Hier, le Groupe TMX a refusé de faire quelque commentaire que ce soit au sujet des nouveaux partenaires de Maple.

Dans le communiqué de presse diffusé hier, Maple n'a pas précisé si son offre serait

bonifiée, mais son porte-parole, Luc Bertrand, a affirmé que «la participation de Desjardins, Dundee, GMP et Manuvie fournit une autre indication claire selon laquelle notre offre visant l'acquisition du Groupe TMX est supérieure au projet de prise de contrôle présenté par la London Stock Exchange».

«Elle indique aussi que la vision de Bourse intégrée que nous avons constitue la meilleure solution pour assurer l'avenir des marchés financiers canadiens», a-t-il ajouté.

Monique Leroux, présidente et chef de la direction de Desjardins, a quant à elle déclaré que l'offre de Maple «réflète bien l'esprit de collaboration et de coopération dont nous devons faire preuve afin de maintenir, au Québec et au Canada, une industrie financière solide et performante, capable d'assurer sa croissance».

De son côté, Ned Goodman, président du conseil d'administration de Dundee, a estimé que «l'offre de Maple est plus avantageuse que celle de la London Stock Exchange pour les sociétés canadiennes à faible ou à moyenne capitalisation, de même que pour les marchés financiers canadiens».

«En tant que maison de courtage indépendante, Marchés financiers Dundee appuie la vision de Maple», a-t-il dit.

La Presse canadienne

Dégonfler «la ballonne de la F1»

Les membres du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC) se sont réunis hier midi au parc La Fontaine pour marquer leur opposition au Grand Prix de Montréal.

En compagnie du député Amir Khadir, les participants ont symboliquement dégonflé des ballons, représentant la «ballonne de la F1». Pour Louis Marion, cofondateur du MQDC, «le Grand Prix repré-

sente les excès et la fuite en avant de notre société, tournée vers le profit économique». L'activiste politique Dimitri Rousopoulos a pour sa part prononcé «l'économie de la prostitution autour du grand prix».

Serge Mongeau, également cofondateur du MQDC, a invité les Montréalais à «prendre en compte le coût social de l'événement, plutôt que son bénéfice économique».

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Le Mouvement québécois pour une décroissance conviviale accompagné d'Amir Khadir.

EN BREF

Air Canada se prépare à la grève

Ottawa — Air Canada se prépare à faire face à la grève tout en assurant que les négociations évoluent toujours avec le syndicat. En fin de journée hier, l'entreprise a fait le point sur ses négociations avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses de l'automobile (TCA). Duncan Dee, vice-président général et

chef de l'exploitation d'Air Canada, a affirmé que les discussions n'étaient pas rompues, ajoutant qu'un plan de contingence a été élaboré. Le syndicat, qui représente les 3800 agents de réservation et de service à la clientèle d'Air Canada, a transmis vendredi un préavis de grève de 72 heures. Le principal point en litige porte sur le régime de retraite. Aux voyageurs, l'entreprise recommande de se familiariser avec les outils libre-service d'enregistrement et de réservation. — *La Presse canadienne*

Postes Canada: pas d'entente

Ottawa — Une fin de semaine de négociations n'a pas permis de conclure une entente pour mettre un terme aux grèves tournantes des facteurs de Postes Canada travaillant dans des zones urbaines. Hier, le porte-parole de Postes Canada, Jon Hamilton, a affirmé que la direction avait expliqué aux négociateurs du syndicat que les grèves tournantes n'avaient eu pour effet que de faire fuir les clients. Il a réitéré que Postes Canada jugeait irréalistes les demandes du syndicat qui représente les travailleurs. À compter de cette semaine, Postes Canada n'assurera la livraison du courrier que les lundis, les mercredis et les vendredis dans la plupart des zones urbaines. De son côté, le syndicat a précisé qu'il était prêt à négocier une entente raisonnable, mais qu'il refusait d'accéder aux demandes de concessions exigées par Postes Canada. — *La Presse canadienne*

LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2011-06-11

649 06 07 08 22 09 20 28 compl. 49 04 13 25 16 31 32 36 compl.

Prochain gros lot (approx.) : 6 000 000 \$

Structure de lots complète sur lotoquebec.com

LOTTO MAX Résultats des tirages du : 2011-06-10

08 11 12 25 28 30 33 compl. 16

Extra 6628718 Prochain gros lot (approx.) : 23 000 000 \$

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Congédié?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Consultation générale

Sur le Livre vert pour une politique bioalimentaire : Donner le goût du Québec

La Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles tiendra des auditions publiques sur le Livre vert pour une politique bioalimentaire : Donner le goût du Québec.

COMMENT PARTICIPER

- Organismes : mémoire écrit
- Citoyens : mémoire écrit ou intervention sans mémoire

Il est également possible de commenter ce mandat en ligne. Pour plus de détails, consultez le site Internet de l'Assemblée ou communiquez avec la secrétaire de la Commission.

QUAND Les auditions débiteront le 12 septembre 2011.

OÙ À l'hôtel du Parlement, à Québec.

DATE LIMITE Les mémoires et les demandes d'intervention doivent être reçus au plus tard le **mercredi 24 août 2011**.

La Commission choisira ensuite les citoyens et les organismes qu'elle entendra.

Exprimez votre opinion !

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

ASSEMBLÉE NATIONALE QUÉBEC

Place aux citoyens

assnat.qc.ca

M^{me} Valérie Roy,
Secrétaire de la Commission
1035, rue des Parlementaires,
Québec QC G1A 1A3

Téléphone : 418 643-2722
Télécopieur : 418 643-0248

Courriel : capern@assnat.qc.ca

Numéro sans frais :
1 866 DÉPUTÉS (337-8837)

ACTUALITÉS

«Québec autonome et Canada fort»



CHANTAL HÉBERT

Tout le monde sait que Stephen Harper n'hésite pas à puiser dans le répertoire des Beatles lorsqu'il se produit au piano, mais bien peu de gens l'imaginaient s'inspirant d'un concept d'Yvon Deschamps pour décrire la relation Québec-Canada.

C'est pourtant ce que le chef conservateur a fait vendredi dans le cadre d'un discours autrement triomphaliste prononcé devant quelques milliers de membres de sa formation réunis en congrès à Ottawa pour célébrer la victoire majoritaire du mois dernier.

Prédisant que la lune de miel entre le Québec et le NPD serait de courte durée, M. Harper a affirmé que le Parti conservateur pouvait s'attendre à des lendemains québécois plus ensoleillés que celui du 2 mai parce qu'il est «le seul [parti] qui croit en une nation québécoise confiante, autonome et fière au sein d'un Canada fort, uni, indépendant et libre...».

Il y a quelques années, un premier ministre fédéral qui aurait prononcé ce discours aurait été prestement condamné pour crime de lèse-fédéralisme par une partie importante de l'opinion publique canadienne — à commencer par les purs et durs de l'aile droite conservatrice. Vendredi, la sortie de Stephen Harper a été ovationnée par les militants de sa formation.

Depuis le dernier scrutin, deux thèses ont beaucoup la cote dans les autopsies postélectorales qui ont cours dans le reste du Canada. La première veut que l'engouement du Québec pour le NPD et le déclin du Bloc québécois libèrent le gouvernement Harper de ses dernières chaînes québécoises. À lire certains papiers, on pourrait presque croire que le Québec a quitté la fédération canadienne le mois dernier plutôt que de délaissier un parti souverainiste pour une formation fédéraliste.

L'autre thèse — qui s'inspire de la même école de pensée — veut que le NPD ait hérité d'un caucus crypto-souverainiste qui lui prépare des lendemains déchirants, au genre de ceux qui avaient suivi le flirt de Brian Mulroney avec les nationalistes québécois pendant les années 80.

Jusqu'à vendredi, Stephen Harper n'était pas beaucoup intervenu dans ce débat sinon par l'entremise d'un discours du Trône et d'un budget qui faisaient une place finalement importante à ses principaux engagements électoraux québécois.

À l'occasion du congrès de la fin de semaine, le premier ministre a indiqué à ses troupes qu'il n'avait pas l'intention d'attaquer le NPD sous l'angle d'une chasse aux sorcières séparatistes et, par la même occasion, qu'il n'entendait pas laisser le Québec en partage aux autres formations fédérales d'ici au prochain scrutin.

Il y a en Stephen Harper une bête politique qui ne dort jamais. Ce n'est pas tant une critique qu'une constatation. Sa décision, il y a cinq ans, de saisir au bond la balle de la reconnaissance du caractère national du Québec, lancée aux Communes par le Bloc québécois et véhiculée par Michael Ignatieff dans le cadre de la campagne au leadership libéral de l'époque, en avait témoigné.

Le geste du premier ministre ne lui a pas valu l'attachement durable de l'électorat québécois. Par contre, malgré l'impopularité des politiques conservatrices au Québec, la grogne n'a pas alimenté la ferveur souverainiste.

Aux dernières élections, l'électorat québécois s'est plutôt mobilisé derrière le parti fédéraliste le plus susceptible d'affronter le gouvernement Harper sur l'axe gauche-droite. La décision conservatrice de cesser d'enfoncer la porte ouverte du caractère national du Québec n'est pas complètement étrangère à ce désengagement progressif du front du débat national.

Le discours québécois de Stephen Harper l'inscrit davantage dans la lignée des premiers ministres progressistes-conservateurs qui l'ont précédé que dans celle de la mouvance réformiste dont il est issu.

Au pouvoir, Joe Clark et Brian Mulroney avaient tous les deux tenté d'imposer une nouvelle dialectique dans le débat Canada-Québec; dans les deux cas, le Parti libéral fédéral leur avait fait payer cher leur ouverture à la différence québécoise.

Mais aujourd'hui, c'est le PLC qui risque de se faire hara-kiri en remontant aux barricades contre les aspirations autonomistes québécoises.

Car ce n'est pas l'opposition officielle néodémocrate qui va s'insurger contre le vocabulaire du premier ministre sur le Québec. Pour la formation de Jack Layton, la reconnaissance de la particularité québécoise constitue depuis longtemps une façon de régler la quadrature du cercle de sa conception d'un gouvernement central fort et de la réalité québécoise.

Par contre, en 2006, l'opposition libérale aux Communes avait appuyé la résolution parlementaire sur la nation québécoise sur fond de profonds déchirements et de sonores grincements de dents. Dans l'état actuel du PLC, il n'y a guère de salut en vue sans résurrection au Québec, mais peu ou pas de perspective de retour en grâce sans renoncer à une partie de l'évangile selon Pierre Trudeau. C'est un renoncement qui ne viendra ni facilement ni naturellement à ce qui reste de la base militante libérale.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star chebert@thestar.ca

Sondage Léger Marketing-Le Devoir

Une majorité de Québécois appuient le Plan Nord des libéraux

La moitié de la population croit toutefois que ce sont les compagnies minières qui bénéficieront le plus des retombées économiques

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le Plan Nord, considéré comme la pièce maîtresse du gouvernement de Jean Charest, est vu d'un bon œil par la population, bien qu'une majorité de Québécois considèrent que l'industrie minière aura la part du lion des retombées économiques de ce «chantier d'une génération», selon un sondage Léger Marketing-Le Devoir.

À la question: «Selon vous, est-ce que le Plan Nord est un bon ou un mauvais projet pour le Québec?», 56 % des personnes sondées ont répondu qu'il s'agissait d'un «bon projet», tandis que 17 % ont répliqué qu'il s'agissait d'un «mauvais projet».

«C'est la première fois que je mesure quelque chose de positif pour le Parti libéral du Québec depuis un an», fait remarquer le président de Léger-Marketing, Jean-Marc Léger.

En dévoilant le Plan Nord, le lundi 9 mai, le premier ministre Jean Charest faisait notamment miroiter des investissements de 80 milliards de dollars sur 25 ans et la création de milliers d'emplois.

La moitié de la population québécoise estime toutefois que les compagnies minières bénéficieront le plus des retombées économiques du Plan Nord, alors que 28 % de celle-ci croit que ce sont «tous les Québécois» qui en tireront le plus profit.

«Les gens ont un préjugé favorable au Plan Nord, mais en même temps ils ont une préoccupation majeure: ils ont l'impression que c'est fait en fonction des compagnies minières, pas en fonction des Québécois. Ils sont sceptiques quant aux effets réels sur l'économie du Québec qui va plus favoriser les compagnies minières que la population québécoise», souligne M. Léger.

Par ailleurs, moins d'une personne sur dix estime que les communautés autochtones pourrissent s'enorgueillir d'être les grands gagnants du Plan Nord.

La nation crie (16 000 personnes) et la nation naskapie (1 000 personnes), ainsi que les Inuits (10 000 personnes) prennent part au Plan Nord,



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

En dévoilant le Plan Nord, le lundi 9 mai, le premier ministre Jean Charest faisait notamment miroiter des investissements de 80 milliards de dollars sur 25 ans.

tandis que la plupart des communautés de la nation innue (16 000 personnes) refusent d'y participer.

D'ailleurs, la circulation sur la route 138 qui traverse la réserve de Betsiamites, à mi-chemin entre Baie-Comeau et Forestville, a été perturbée la semaine dernière par des Innu craignant les contrecoups des projets d'exploitation des ressources naturelles au menu du Plan Nord.

Le sondage Léger Marketing-Le Devoir a été ef-

fectué du 6 au 8 juin 2011, auprès de 1004 personnes aux quatre coins du Québec. Un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de 3,1 %, 19 fois sur 20. Le coup de sonde a été fait selon une méthodologie fiable et éprouvée. Tous les détails de celle-ci se trouvent sur notre site Internet, ainsi que l'ensemble des questions et des résultats.

Le Devoir

La lune de miel du NPD se poursuit au Québec

MARCO BÉLAIR-CIRINO

La lune de miel du Nouveau Parti démocratique (NPD) et des Québécois se poursuit, six semaines après le passage du «tsunami orange», le 2 mai, qui a propulsé 59 députés néodémocrates du Québec à la Chambre des communes.

Près de la moitié des Québécois voteraient pour la formation politique de Jack Layton si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui, indique un sondage Léger Marketing-Le Devoir-The Gazette.

Le NPD récolte 46 % des intentions de vote, tandis que le Bloc québécois (BQ) 22 %, le Parti conservateur (PCC) 15 %, le Parti libéral du Canada (PLC) 14 % et le Parti vert du Canada (PV) 3 %, après répartition des intentions de vote des indécis.

Par ailleurs, à peine un Québécois sur quatre se dit satisfait de la conduite des affaires de l'État par le gouvernement conservateur, alors que seulement dix jours se sont écoulés depuis le discours du Trône. À la question: «Êtes-vous très satisfait, assez satisfait ou pas du tout satisfait du gouvernement du Canada dirigé par Stephen Harper?», 27 % des répondants se disent satisfaits (très satisfaits 3 %, assez satisfaits 24 %). En revanche, 69 % des personnes sondées s'affirment insatisfaites (peu satisfaits 32 %, pas du tout satisfaits 37 %).

Le sondage Léger Marketing-Le Devoir-The Gazette a été effectué du 6 au 8 juin 2011, auprès de 1004 personnes. Un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de 3,1 %, 19 fois sur 20. Plus de détails se trouvent sur notre site Internet.

Le Devoir

Le PC a dépensé le maximum permis pendant la campagne

Ottawa — Les conservateurs de Stephen Harper ont dépensé le montant maximal permis par Elections Canada au cours de la récente campagne électorale fédérale pour remporter leur majorité tant convoitée, soit 21 millions, a fait savoir le parti, samedi, lors de leur congrès bisannuel.

Le sénateur conservateur et collecteur de fonds du parti, Irving Gerstein, a indiqué pendant le congrès du Parti conservateur que toutes les factures de campagne avaient été réglées et qu'il restait même encore des fonds dans les coffres du parti.

Il a ajouté que les conservateurs étaient en bonne position pour battre les records de financement pour les deux premiers trimestres de l'année en cours.

M. Gerstein a toutefois pressé les militants du parti de continuer à amasser des fonds. Les conservateurs devront ainsi combler les 12 millions rapportés par la subvention aux partis — une mesure que Stephen Harper veut abolir. Les partis fédéraux engrangent deux dollars par bulletin de vote remporté

dans une campagne électorale.

Les militants conservateurs ont profité de leur congrès national samedi à Ottawa pour préciser, et dans certains cas pour durcir, certaines politiques de leur parti. La majorité des 30 résolutions — qui touchaient divers sujets — soumises aux partisans ont été adoptées, la plupart sans débat. Même adoptées, ces résolutions ne font que définir les positions du parti, et ne lient pas le gouvernement.

Les conservateurs ont adopté une résolution qui prévoit que, dorénavant, l'étiquette de «délinquant dangereux» sera accolée aux contrevenants après deux crimes violents, plutôt que trois.

Parmi les rares résolutions qui ont fait l'objet d'un débat et qui ont été défaites, on retrouve celle qui a été qualifiée par certains de la «résolution Omar Khadr», car elle semblait taillée sur mesure pour ce Torontois détenu depuis l'âge de 15 ans dans la prison de Guantanamo, accusé d'avoir tué par grenade un soldat américain.

La Presse canadienne

Québec s'entend avec les Innus

Québec — Le gouvernement du Québec et le Conseil des Innus de Pessamit ont conclu un protocole d'entente afin de mettre un terme aux différends qui ont conduit à la fermeture partielle de la route 138 la semaine dernière.

Deux communiqués distincts ont été acheminés aux médias hier. Selon la version des Innus, l'entente établit le cadre d'un processus spécial de négociation pour régler les «griefs des Innus de Pessamit». Du côté du gouvernement, c'est

plutôt une nouvelle relation qui a été convenue, basée sur le dialogue, l'ouverture et le respect mutuel. Les deux parties se sont engagées à en arriver à des ententes-cadres d'ici au 31 octobre prochain. D'ici là, les six groupes de pression de la communauté innue ont accepté, d'un commun accord, de suspendre les opérations de blocage de la route 138 durant tout le déroulement des négociations.

La Presse canadienne

Le NPD toujours en tête

Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui, pour quel parti auriez-vous l'intention de voter?

	Ensemble du Québec	Région de Montréal	Région de Québec
NPD	46%	47%	41%
Bloc québécois	22%	21%	18%
Parti conservateur	15%	14%	27%
Parti libéral	14%	13%	10%
Parti vert	3%	4%	3%
Autre	1%	1%	1%

Étude Léger Marketing réalisée du 6 au 8 juin par Internet auprès de 1004 personnes de plus de 18 ans, réparties dans toutes les régions du Québec. L'étude complète peut être consultée sur ledevoir.com

Le Devoir

GRAND CONCOURS J'HABILLE MA VIE EN BOVET

Pour la Fête des Pères
Le Dimanche 19 juin

Courez la chance de

**GAGNER
1 000 \$**

en vêtements chez BOVET.



Avec la participation
LE DEVOIR

Bovet

VISITEZ LE WWW.BOVET.CA POUR TROUVER NOS ADRESSES.

LE DEVOIR Retournez à : J'HABILLE MA VIE EN BOVET
2050, rue de Bleury, 9^e Étage, Montréal (Qc) H3A 3S1

LE TIRAGE AURA LIEU LE 23 JUIN À 15H.
Faites-nous parvenir votre coupon de participation avant le mardi 21 juin 2011 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par enveloppe. Les reproductions électroniques ne sont pas acceptées.

Nom : _____
Adresse : _____ App: _____
Ville : _____ Code Postal : _____
Téléphone : (rés.) _____ (bur.) _____
Courriel : _____

Question : En quelle année la compagnie Bovet a-t-elle vu le jour? _____
Vous trouverez la réponse sur le site www.bovet.ca

Êtes-vous abonné(e) : Oui Non Vous désirez recevoir de la sollicitation du Devoir Oui Non

ACTUALITÉS

Hydro: le champ électromagnétique des nouveaux compteurs soulève des inquiétudes

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

L'installation de 3,7 millions de compteurs intelligents par Hydro-Québec, en remplacement des actuels compteurs mécaniques, est en voie de déclencher un débat public et environnemental important sur la pollution par les champs électromagnétiques (CEM) en raison du nombre croissant d'acteurs sociaux désireux d'approfondir ce dossier.

L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), qui a lancé le débat sur les gaz de schiste, se prépare à l'action dans ce domaine en montant un dossier contre les principales sources de cette pollution invisible, mais potentiellement cancérigène, selon le récent verdict rendu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le cas particulier du téléphone cellulaire. Cet appareil est une des nombreuses sources de CEM.

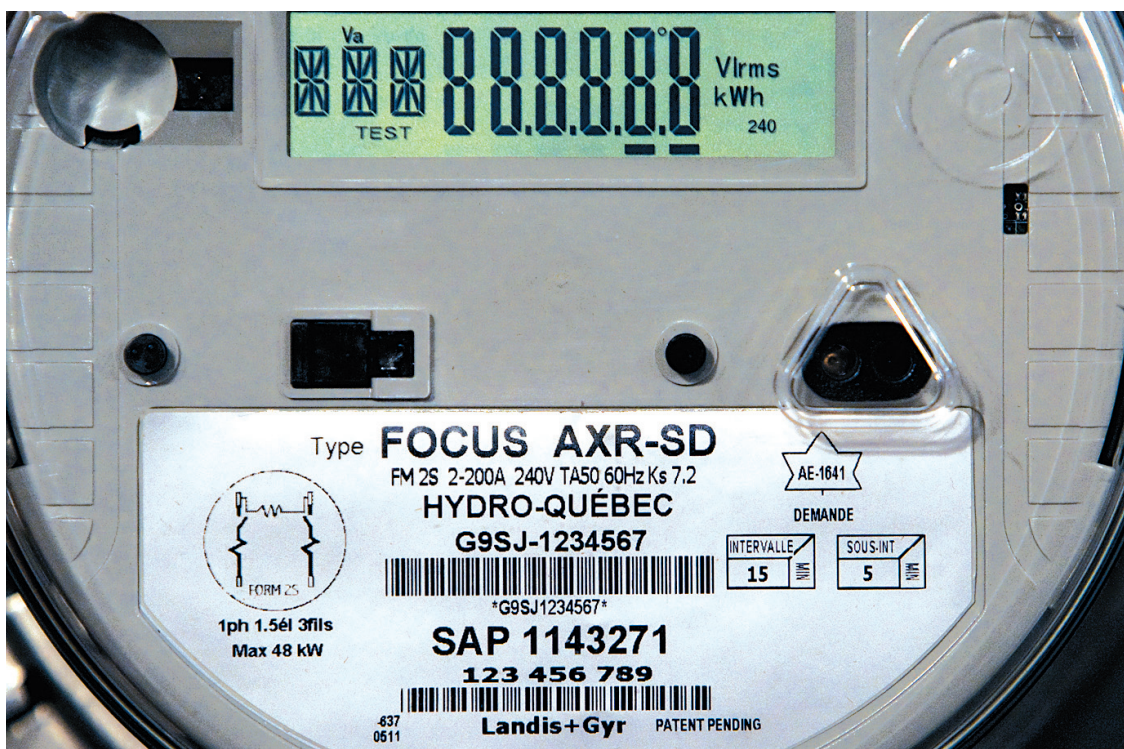
D'autres groupes militants, comme le Collectif Sauvons nos enfants des micro-ondes, s'activent depuis quelques années à lézarder l'indifférence des grands médias pour ce dossier difficile à maîtriser. Ils ont contesté l'installation d'antennes dans des clochers à proximité d'écoles notamment.

Plus récemment, un citoyen, Jean Hudon, a envoyé une mise en demeure à Hydro-Québec, lui intimant sous peine de plainte devant la Régie de l'énergie, voire devant les tribunaux, de ne pas installer de compteur intelligent chez lui. Ce droit de refus est reconnu à certains endroits. M. Hudon, qui a fait parvenir au *Devoir* sa correspondance avec Hydro-Québec, se dit prêt à signer un engagement écrit de faire lui-même son relevé mensuel.

Même le Parti québécois s'est mis de la partie, mais en contestant simplement le fait qu'Hydro-Québec avait accordé le contrat des compteurs intelligents à la société européenne Landis+Gyr. La porte-parole du PQ, Martine Ouellet, une ingénieure d'Hydro-Québec, est d'accord sur le principe des nouveaux compteurs. Mais elle aurait préféré que le contrat soit accordé à Variton Technologies, de Saint-Hubert.

Des compteurs comme des sans-fil

Le système fonctionne ainsi. Chaque compteur fait rapport à un autre jusqu'à celui qui réunit les données et les achemine,



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Chaque compteur d'électricité fait rapport à un autre jusqu'à celui qui réunit les données et les achemine, comme un téléphone sans fil, à Hydro-Québec.

comme un téléphone sans fil, à Hydro-Québec.

Selon la présidente d'Hydro-Québec Distribution (HQD), Isabelle Courville, l'intensité des fréquences électromagnétiques des nouveaux compteurs a été prise en compte dans l'appel d'offres.

HQD, dit-elle, voulait éviter tout appareil qui émet des signaux en permanence. Celui qui a été retenu, affirme-t-elle, «n'exige pas plus d'une milliseconde par jour» lorsqu'il fait son rapport au compteur suivant.

Et les champs électromagnétiques, dit-elle, sont 450 000 fois inférieurs aux normes de Santé Canada et 13 000 fois moins importants que ceux d'un cellulaire. Ce n'est pas l'avis d'un spécialiste dont on retrouve deux vidéos révélatrices sur Internet et qui dit avoir été obligé de changer d'appareil, car les émissions étaient trop puissantes pour le premier qu'il a utilisé (stopsmartmeters.org).

Les assurances données par Hydro-Québec ne rassurent aucunement les adversaires des émissions électromagnétiques, qu'elles proviennent du câblage électrique des maisons, de l'entrée électrique, des appareils domestiques, des cellulaires, des systèmes d'ordinateurs sans fil, des téléphones domestiques sans fil ou des compteurs intelligents.

Quand Hydro-Québec dit que ses compteurs vont émettre une fois par jour pendant une milliseconde, cela implique qu'il y aura un seul relevé quotidien. Hydro-Québec compte se passer de ses 725 «relevés» de compteurs, qu'elle prévoit affecter à d'autres tâches. Elle économisera ainsi 300 millions en 20 ans, soit moins que le coût des appareils.

Pour le professeur Jean-Thomas Bernard, de l'Université Laval, HQD n'a pas grand-chose à gagner ainsi: le transfert au compteur intelligent n'est rentable, dit-il, que s'il permet à terme de surfacturer aux heures de grande consommation.

C'est effectivement le seul véritable gain que l'on fait ailleurs dans le monde quand on installe ces compteurs, qui permettent d'instituer une «facturation différenciée» selon les heures de consommation. Cette stratégie fait généralement bondir la facture d'électricité. Hydro-Québec n'a mentionné aucun projet en ce sens, mais n'a pas démenti que ses nouveaux compteurs permettraient de surfacturer durant les pointes de consommation, le matin et le soir.

En Ontario, le gouvernement McGuinty a mis cartes sur table en lançant l'installation des compteurs intelligents. Le débat là-bas porte sur les impacts de cette surfacturation dans le secteur résidentiel, que l'on assimile à une taxe déguisée destinée

à siphonner davantage les poches de la classe moyenne. Et qui frappera davantage les plus pauvres. Au Québec, on a écarté l'idée d'installer des compteurs d'eau dans les résidences précisément pour cette raison.

Un débat plus européen et américain

Mais le débat environnemental sur les ondes électromagnétiques est beaucoup plus avancé qu'ici en Europe et aux États-Unis.

Dans le comté de North San Francisco Bay, les élus ont interdit l'installation de compteurs intelligents dans les 70 000 habitations de la région au nom du principe de précaution.

De son côté, la commission permanente de l'Union européenne, une instance de l'Assemblée européenne, vient d'adopter la résolution 1815, qui propose l'adoption d'une norme sur les CEM qui serait 10 000 fois inférieure à celle du Canada. La commission propose aussi d'appliquer rigoureusement le principe de précaution aux enfants, en interdisant les cellulaires dans les écoles et les systèmes d'ordinateurs et de pads sans fil. Enfin, la résolution propose de mettre fin à l'installation d'antennes cellulaires près des résidences. En France, on débat d'une norme allant de 0,5 km à 1 km des résidences alors qu'au Québec, et notamment à Montréal, on en voit sur le sommet de certaines grandes tours d'habitation.

Le Devoir

PQ: Parizeau prépare sa réplique aux jeunes

MÉLANIE MARQUIS

L'ex-premier ministre du Québec Jacques Parizeau et son épouse, la députée nouvellement indépendante Lisette Lapointe, ne semblent pas avoir apprécié la lettre ouverte des 12 jeunes députés du Parti québécois (PQ) publiée samedi dans *Le Devoir*, si bien que M. Parizeau a promis de leur répliquer en passant lui aussi par les médias pour faire passer son message.

Après avoir prononcé un discours devant le regroupement des intellectuels pour la souveraineté, samedi, à Montréal, Jacques Parizeau a annoncé qu'il enverrait à son tour une lettre ouverte au *Devoir* dès aujourd'hui.

Il souhaite répondre à la missive des 12 élus se présentant comme «la nouvelle génération de députés souverainistes» et qui demandaient à l'ancien premier ministre de leur laisser «toute la place» pour s'exprimer et pour représenter l'avenir du parti.

Si cette lettre est «gentiment formulée», elle est de toute évidence porteuse d'une intention, a déclaré l'ancien dirigeant sans toutefois en dire davantage sur le sujet.

Ce qu'ils souhaitent, c'est notamment que M. Parizeau se taise, a avancé Lisette Lapointe, qui fait partie des quatre députés du PQ ayant claqué la porte la semaine dernière.

D'une voix étreinte par l'émotion, elle a affirmé que les derniers jours avaient été particulièrement éprouvants pour elle.

«Ca a été très difficile de quitter le Parti québécois. Je l'ai quitté pour des questions de principe et pour être capable de retrouver ma liberté de parole. Alors qu'on demande à qui ce soit [...] de laisser la place et de ne plus parler, ça me décoût beaucoup», a laissé tomber Mme Lapointe.

Jacques Parizeau a pour sa part assuré qu'il n'avait pas été attristé de prendre connaissance de la lettre, mais il a affirmé que la démarche des signataires lui avait paru «étrange». Il s'est toutefois défendu d'abuser de son droit de parole, comme le lui reprochent les jeunes louts du PQ.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Jacques Parizeau

«Je ne commente pas les dossiers depuis déjà longtemps, a-t-il signalé. Ça fait longtemps que je ne donne plus d'entrevues et que je ne donne plus de points de presse.»

Lorsqu'on lui a donné la parole, samedi, il n'a pas ménagé les troupes péquistes de Pauline Marois, leur reprochant de façon à peine voilée de ne pas préparer la souveraineté avec assez de vigueur et de transparence.

«Quand on va se cacher sous la table dès qu'on parle de référendum [...] Ne pensons pas que le public ne voit pas ça [...] Les gens ont le droit de savoir où on veut les amener», a-t-il lancé devant les quelque 100 personnes qui l'ont écouté religieusement pendant une trentaine de minutes et qui lui ont réservé une immense ovation à la fin de son allocution.

«Ca fait maintenant des années que la souveraineté s'est un peu diluée quant à ses contenus. On utilise le terme souvent dans des groupes de militants, on agit ça, on en parle. Mais il n'y a plus beaucoup de contenu», s'est-il désolé.

Sans jamais nommer Pauline Marois ou évoquer la récente crise qui a sérieusement ébranlé ses troupes, l'ex-premier ministre a formulé de nombreuses critiques en ce qui a trait à la façon actuelle de faire la promotion de la souveraineté.

La Presse canadienne

Lise Bissonnette honorée à l'Université d'Ottawa

VALÉRIAN MAZATAUD

Lise Bissonnette, ancienne directrice du *Devoir*, a reçu hier un doctorat honorifique de la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa. «C'est une grande intellectuelle aux multiples talents qui a contribué activement au libre échange des idées en Amérique du Nord», s'est félicité Allan Rock, recteur de l'Université, en entrevue téléphonique.

Née en 1945, Mme Bissonnette a intégré la rédaction du *Devoir* en 1974, où elle a exercé les fonctions d'éditorialiste, puis de rédactrice en chef jusqu'en 1986. En 1990, elle devient la première femme nommée à la direction du quotidien, poste qu'elle occupe jusqu'en 1998. Elle se consacre ensuite à la direction de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales du Québec, et se fait le maître d'œuvre de la construction de la Grande Bibliothèque. Romancière et chroniqueuse, elle est l'au-



ROBERT LACOMBE UNIVERSITÉ D'OTTAWA
Lise Bissonnette en compagnie du vice-chancelier Allan Rock et de la chancelière Huguette Labelle.

teure du recueil de nouvelles *Scènes de réciprocité*, aux éditions du Boréal, et plus récemment de l'essai *La Floue*, aux éditions Hurtubise. Près de 1000 étudiants ont reçu leur diplôme de la Faculté des sciences sociales en compagnie de Mme Bissonnette et du gouverneur général du Canada, David Johnston.

Le Devoir

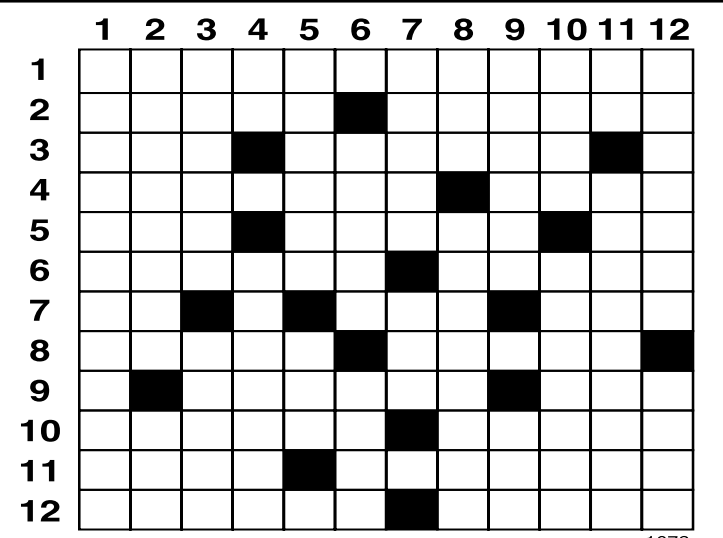
EN BREF

Premières photos de Giffords

Washington — La parlementaire américaine Gabrielle Giffords, qui a été grièvement blessée à la tête en janvier dans une fusillade qui la visait, a diffusé les premières photos d'elle depuis le drame au cours duquel six personnes avaient été tuées. Deux portraits d'elle, en plan serré, la montrant souriante, arborant cheveux bruns

courts et petites lunettes de vue ont été mis en ligne sur sa page Facebook. Les photos ont été prises le 17 mai à la veille de son opération à la tête. La représentante démocrate de l'Arizona, épouse du commandant de bord de la navette spatiale *Endeavour*, Mark Kelly, a été opérée le 18 mai avec succès pour remplacer une partie de sa boîte crânienne. Mme Giffords est en rééducation dans un établissement de Houston. Six personnes, dont un juge fédéral et une fillette de neuf ans, ont été tuées par un seul tireur, Jared Loughner, 22 ans, en Arizona le 8 janvier. Outre Gabby Giffords, 40 ans, qui a été blessée à la tête, treize autres personnes ont aussi été blessées dans cette fusillade. — AFP

MOTS CROISÉS



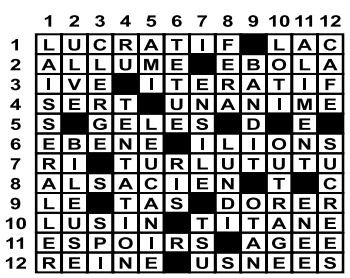
HORIZONTALEMENT

1. Imitation fidèle.
2. Contient du fer - Helvétie.
3. Violent emportement - Trop employés.
4. Montre - Rêche.
5. En forme d'oeuf - Plante voisine du haricot - En matière de.
6. Raconter - Assassin.
7. Conjonction - Constitue - Utile en reliure.
8. Vivant - Cocos.
9. Enseignements tirés d'une faute - Luth iranien.
10. Du cuivre et du zinc - Forêt de conifères.
11. Met en circulation de la monnaie - Batre des paupières.
12. Moutarde noire - Ne signe pas ses écrits.

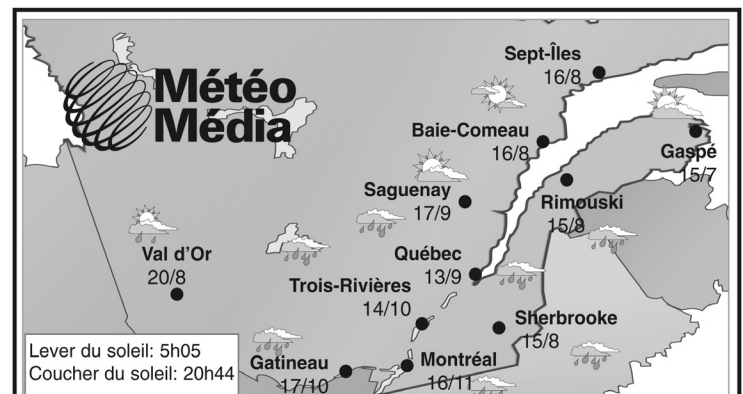
VERTICALEMENT

1. Sensés.
2. Auteur - Personne qui anime.
3. Épingler - Insulaire.
4. Note - 125 feuilles de papier.

5. Nymphes des montagnes - Auteur italien.
6. Achever - Division d'une livre.
7. Ordinaire - Sensation auditive.
8. Partie postérieure - Viscère abdominal.
9. Pari sportif - Grande période de l'histoire.
10. Qui résulte de quelque chose - Descente de rapides.
11. Péroné - Fixer quelqu'un.
12. Déesse de la Vengeance - Exceptionnel.



SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO



Canada	Auj.	Demain	Le Monde	Auj.	Demain
Edmonton	Ora 23/12	Sol 21/11	Londres	Plu 20/15	Sol 19/9
Moncton	Plu 11/8	Plu 17/8	Los Angeles	Var 19/16	Sol 21/16
Saint-Jean	Plu 11/9	Plu 14/9	Mexico	Sol 24/12	Sol 24/11
Toronto	Sol 19/13	Var 20/13	New York	Sol 24/16	Plu 21/15
Vancouver	Plu 17/12	Ave 16/12	Paris	Var 21/14	Nua 20/15
Winnipeg	Plu 22/18	Sol 27/17	Tokyo	Sol 23/21	Ave 24/21

Montréal	Ce soir	Demain	Mercredi	Judi
Aujourd'hui 16	11	20/12	25/16	26/18
Averses, pdp 60%	Nuageux avec éclaircies.	Ciel variable.	Passages nuageux.	Généralement ensoleillé
Québec	Ce soir	Demain	Mercredi	Judi
Aujourd'hui 13	9	20/11	22/13	24/14
Averses, pdp 70%	Nuageux avec éclaircies.	Averses, pdp 60%	Averses isolées, pdp 40%.	Généralement ensoleillé
Gatineau	Ce soir	Demain	Mercredi	Judi
Aujourd'hui 17	10	23/10	26/15	26/15
Averses, pdp 80%	Ciel variable.	Ciel variable.	Ensoleillé.	Passages nuageux

C'EST COMME AVOIR UN MÉTÉOROLOGUE DANS VOTRE POCHE.

Obtenez la météo pour emporter avec meteomedia.com



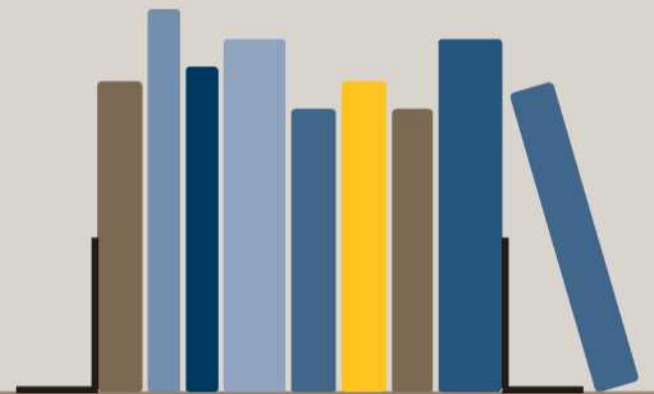
porter

Vous avez bien lu ! 30 % de rabais sur nos vols.

Partez faire le plein d'images ! Économisez 30 %
vers toutes les destinations Porter.

Réservez avant le 15 juin avec le code ROMAN

Porter. Raffinée sur toute la ligne.



Vols au départ de Montréal. Mentionnez le code ROMAN

Voyagez entre le 24 juin et le 15 décembre 2011. Les tarifs ci-dessous incluent le rabais de 30 %.
Les tarifs aller simples incluent les surcharges de ligne aérienne et les frais d'aéroport. **

TORONTO 20 par jour 99 \$*	HALIFAX 2 par jour 158 \$*	ST. JOHN'S 174 \$*	SAULT STE. MARIE 159 \$*	SUDBURY 151 \$*	THUNDER BAY 152 \$*
WINDSOR 138 \$*	BOSTON 177 \$*	CHICAGO 177 \$*	MYRTLE BEACH Dès le 8 septembre 219 \$*	NEW YORK 142 \$*	

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

*Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. Ce tarif aller simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Ces tarifs pourraient ne pas être en vigueur pendant toute la durée de la promotion. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

**Les tarifs aller simple incluent les services de NAV Canada, les frais d'assurance et les frais d'amélioration aéroportuaire (FAA), mais excluent les taxes et frais gouvernementaux. Les tarifs à destination de Montréal peuvent être différents.

flyporter.com

ÉDITORIAL

Agriculture

La crise du porc

Au moment même où Québec publie un livre vert sur l'avenir de l'industrie «bioalimentaire», la crise frappe une fois de plus les producteurs de porc. Elle affecte des centaines de familles, même les plus productives, qui ont consacré leur vie à cette production dont 60 % est destiné à l'exportation. Malheureusement, la réalité de ce marché mondial est en train de briser leur rêve.

Depuis deux ans, des dizaines de fermes porcines ont cessé leurs activités (400 selon l'UPA, 120 selon la Financière agricole qui les finance), et tout indique que d'autres suivront. Le phénomène n'est pas propre au Québec puisque la moitié des fermes porcines dans le reste du pays, contre le quart au Québec, ont cessé leurs activités.

Si l'hémorragie a été moins dévastatrice ici, c'est grâce, ou à cause des sommes fabuleuses injectées par le gouvernement par l'entremise de son programme d'Assurance stabilisation du revenu agricole (ASRA). Avec pour résultat qu'en plus du budget courant de l'ASRA, son déficit cumulé atteignait 1,7 milliard en 2010. C'est énorme compte tenu du fait que ceux qui ont surtout profité de l'aide, les producteurs de porc, ne sont que 1100 sur les 14 000 fermes du Québec. N'oublions pas que l'agriculture québécoise, ce n'est pas que le porc, même si ce secteur est financièrement très important et fait beaucoup parler de lui.

Plusieurs raisons expliquent la crise: la concurrence internationale et la force du dollar, la hausse vertigineuse du prix des céréales, le niveau d'endettement des fermes... Malheureusement, aucun de ces facteurs n'est appelé à se résorber. Malgré une remontée du prix du porc de 110 \$ à 160 \$ par tête depuis un an, la crise n'a fait qu'empirer.

Pour y faire face, l'UPA demande l'adoption de nouvelles mesures comme le report du remboursement de la dette accumulée et la révision du calcul des coûts de production à partir desquels l'ASRA verse une contribution de 40 \$ par tête et dont les deux tiers sont payés par l'État.

Mais toutes ces mesures auraient pour conséquence de creuser le déficit du régime, sans rien régler. Car le problème, c'est que, malgré la contribution de l'État, les coûts de production sont beaucoup trop élevés pour que l'on continue de faire croire à tous les éleveurs, petits et gros, qu'ils peuvent miser sur l'avenir.

Parce que les gouvernements ont toujours cédé devant l'UPA, les producteurs ont continué de grossir même en présence de signaux négatifs du marché. Résultat: ils se retrouvent aujourd'hui devant un mur sur lequel le gouvernement ne peut qu'ajouter de nouvelles couches d'amortisseurs aux frais des contribuables qui financent ainsi le prix peu élevé du porc sur la table des consommateurs du monde entier.

En septembre 2006, la commission Pronovost commençait ses travaux qui devaient la conduire, deux ans plus tard, à recommander plusieurs modifications majeures aux programmes de soutien pour en corriger les effets pervers. Malheureusement, il a fallu attendre la semaine dernière pour connaître les orientations du ministre Pierre Corbeil dans un vague livre vert destiné... à la consultation.

Or, même si ce livre vert s'inspire du rapport Pronovost en misant sur le développement d'une industrie à valeur ajoutée plus diversifiée, à l'écoute des besoins des consommateurs, rien ne laisse croire que l'on s'attaquera de front au régime d'assurance qui constitue pourtant la pierre angulaire des choix quotidiens opérés dans cette industrie.

j-rsanzacon@ledevoir.ca

Financement public des arts

D'art et de dollars

L'art est inutile. Dieu merci, l'art sous toutes ses formes d'expression ne «sert» à rien, au sens propre du service qu'il peut rendre. À distinguer du divertissement ou des loisirs que nous, consommateurs, marchandons sans cesse, l'art distille toute sa richesse dans l'étonnement et l'émerveillement qu'il procure, dans sa capacité à nous arracher, l'espace d'un chapitre, d'une mélodie, d'un solo de danse, d'une performance d'acteur, à l'esclavage de l'utilité.

Cette prémisse ne convaincra d'aucune manière la reine de Sun News Network, Krista Erickson, de l'importance de soutenir l'art à l'aide des fonds publics. C'était d'ailleurs le sujet de la charge — le mot entrevue ne convient pas pour décrire ce moment — qu'elle a fait subir à la danseuse Margie Gillis le 1^{er} juin dernier dans le cadre de son émission *Canada Live*. Carburant au mépris, l'animatrice a attaqué la danseuse et chorégraphe aux 40 ans de carrière prolifique, visant la somme de 1,2 million de dollars qu'elle et sa fondation ont reçue en subventions au cours des 13 dernières années.

On attaque, en substance: pourquoi donc les contribuables canadiens s'abaissent-ils à financer des ondolements et d'incompréhensibles moulins des deux bras? À quoi ça sert?

Margie Gillis, lauréate cette année d'un Prix du Gouverneur général pour les arts du spectacle, est une pédagogue accomplie dont la fon-

dation incarne l'importance de l'art pour toutes les portes qu'il ouvre sur la vie, une vision des choses beaucoup trop fleur bleue pour la calculette et le pragmatisme bornés de Mme Erickson et consorts. La danseuse offre ainsi un savoureux contraste avec l'animatrice, dont la chaîne, cette «Fox News du Nord» propriété de Québecor, incarne une droite presque caricaturale, qui calcule les bienfaits de l'art, vulgaire bien de consommation, en croisant les investissements aux profits. Point.

Il y a toutefois peut-être une bonne nouvelle qui tente de percer derrière cette croisade menée par Sun News Network contre le financement public des arts — CBC/Radio-Canada y passe d'ailleurs un très mauvais quart d'heure. C'est qu'à côté de ce vitriol laissant croire que rien ne vaut en dehors de la marchandisation de la culture, les conservateurs de Stephen Harper ont soudain l'air de doux agneaux sans menace. Pour s'en faire la réflexion, il fallait voir la même Krista Erickson croiser le fer avec le ministre du Patrimoine, James Moore, sur la chaîne, deux semaines auparavant. On y retrouvait le ministre en ardent défenseur de l'art, cet art inutile qu'*«il est hasardeux de tenter de définir et qu'on doit soutenir même si, Krista, vous et moi n'y comprenons pas grand-chose»*.

Un moment d'anthologie au cours duquel le ministre, que l'on accuse de vouloir sabrer le soutien à la culture qui ne divertit pas les foules, s'est frotté à une pensée si radicale qu'il a dû occuper un rôle de protecteur qu'on ne lui attribue pas naturellement. Ne serait-ce que pour ce revirement, que l'on pourra ressortir au ministre du Patrimoine le temps venu, l'exercice n'était pas... inutile.

machouinard@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Solutions de bien-pensants

Les Québécois sont trop endettés. Quels irresponsables! Mais heureusement, le ministre de la Justice et responsable de la protection du consommateur veille... Le voilà avec sa solution miracle. Parce qu'évidemment, si la plupart des détenteurs de cartes de crédit ne font chaque mois que leur versement minimum, ce n'est pas qu'ils ne peuvent pas faire mieux, c'est qu'ils cachent de l'argent dans leur bas de laine ou, pire, qu'ils le dépensent en futilités. Ces pauvres illettrés de la chose économique n'ont rien compris. Le ministre Fournier va les prendre par la main et les forcer à faire ce que doit...

J'avoue, j'en ai ras le bol d'entendre ceux qui n'ont jamais de problèmes d'argent avec leur petite morale à cinq cents. La majorité des gens font ce qu'ils peuvent. Malheureusement, l'endettement n'est pas toujours un choix, et le paiement minimum est trop souvent une bouée pour garder la tête hors de l'eau.

Je ne suis pas en train de défendre l'endettement qui, soyons lucides, va de pair avec la société de surconsommation dans laquelle nous vivons. Je souhaite plutôt (sans y croire) la venue d'un monde beaucoup moins matérialiste et plus juste. Cependant, avec sa proposition de bien-pensant, faire passer le paiement minimum de 2 % à 5 %, le ministre s'attaque au consommateur endetté, qui risque la faillite, qu'au problème de l'endettement.

Le remède risque de tuer le patient. Monsieur le ministre panique, ses pensées hantées par le spectre de la crise financière, mais curieusement les taux d'intérêt exorbitants exigés par des compagnies et des banques qui font des milliards de profits ne semblent pas l'affecter. Pas plus d'ailleurs que ne semble affecter qui que ce soit au gouvernement le fait que de trop nombreux travailleurs ne reçoivent pas une rémunération qui leur permette de vivre décemment sans s'endetter.

Le ministre ne veut pas fermer les yeux sur le problème de l'endettement des Québécois, c'est tout à son honneur, mais qu'il fasse ajuster ses lunettes. S'il croit sincèrement que *«La santé économique du Québec repose directement sur la santé financière de nous tous...»*, lui et son gouvernement rament encore quelques cibles.

Manon Gingras
Le 9 juin 2011

Être une personne handicapée en 2011

Je vous écris aujourd'hui à titre de personne handicapée depuis 2007. Auparavant, j'étais un professionnel, avocat de formation, pratiquant le droit à vitesse grand V, solo mais efficace dans une banlieue de Montréal nommée Boucherville. Aujourd'hui, je le suis toujours, mais je dois utiliser une canne pour me déplacer. Mes capacités ne pas sont réellement diminuées: en fait, sur le plan intellectuel à tous les niveaux, j'ai l'impression qu'elles sont augmentées.

Mon seul défaut désormais est d'avoir une maîtresse obligée. Elle s'appelle Gertrude. C'est ma canne. Je précise aussi que ma démarche s'est quelque peu modifiée. À l'origine de cette métamorphose, la fauchuse «canadienne», on l'appelle aussi la sclérose en plaques. La SP, comme on l'appelle, a modifié mon apparence physique. De l'avocat au «look» militaire et marathonien, je suis devenu celui à qui on sourit et ouvre la porte, mais aussi et surtout celui qu'on laisse passer et qu'on oublie d'inviter à luncher.

La vie s'en est trouvée modifiée. Le défi du handicap est de continuer de rendre sa vie utile par-delà la solitude et l'isolement, l'éloignement des autres auquel on nous confine. Je continue mon entraînement, que je n'ai jamais abandonné: les exercices ont changé. Kayak et appareils ont remplacé mes longues heures de course en solitaire dans la campagne de la

Montérégie. Mes amies, les vaches du boulevard de Montbrun, ont dû se trouver un autre visiteur étrange pour leur causer.

Quelques PME et des causes humanitaires ont remplacé des clients au profil imposant. Je suis devenu le conseiller juridique de l'AFPAD (Associations des familles de personnes assassinées ou disparues). Le dialogue avec des personnes éprouvées est devenu une partie de ma nourriture spirituelle. Aujourd'hui, je me consacre davantage à l'enseignement du droit avec le modeste titre de chargé de cours à l'Université de Montréal. Aussi, je fais de la littérature dans la langue de Molière et celle de Shakespeare. Un traité portant sur la géopolitique et la sécurité ainsi que quelques romans sont en préparation.

Malgré mon handicap, le monde a changé, mais en mieux!

M^{re} Claude Laferrrière, avocat
Le 10 juin 2011

Qui violente qui?

On parle beaucoup d'intervention policière, de leur possible violence.

Or qui connaît la violence et la destruction dont sont capables certains psychiatrisés en manque de médicaments? La maladie les contrôle alors complètement. Qui leur a montré la porte?

«Allons, pourvoyez à votre logement, à votre nourriture; donnez-vous un sentiment de sécurité; faites-vous des amis qui vous comprennent et vous accompagnent dans la prise de vos médicaments. Vous n'en serez que mieux.»

Nous, Québécois, leur avons dit cela; le ministre Lazure au premier chef. Nous abandonnons à eux-mêmes des êtres très souffrants, nous les condamnons à subir de plein fouet les assauts de la maladie. Nous multiplions la souffrance.

Mais qui violente qui?

Louis Bruneau
Montérégie, le 10 juin 2011

LIBRE OPINION

Et si on faisait vraiment autrement?

NESTOR TURCOTTE

Matane

Au Québec, la politique partisane verse dans les coups bas. Après l'ère du vide, c'est l'ère du dénigrement. Le dénigrement couche avec la médisance, la calomnie, les attaques sournoises, les critiques non fondées. Sans argument, l'attaquant laisse entendre, insinue, sème le doute. L'auditeur, incapable de discerner, envahi par la multitude des critiques venant de tous les côtés, s'indigne, ne sait plus quel jugement porter, s'en balance et ferme les oreilles. «Ils sont tous pareils!» Voilà le jugement définitif.

Le Québec politique est déshonorant. Le gouvernement ne fait jamais ce que les opposants voudraient qu'il fasse. Les opposants critiquent le gouvernement en ne proposant rien de très sérieux pour mettre à la place. On sait toujours ce qu'il ne faudrait pas faire: on ne sait pas trop ce que l'opposant proposerait, s'il occupait les banquettes ministérielles, pour que la situation s'améliore. On critique ce qui semble le pire: on ne suggère rien qui ferait qu'on aurait le meilleur.

Les partis politiques du Québec devraient cesser de se dénigrer, de plonger

dans le monde puant des insinuations, des allégations, des scandales présumés pour se consacrer à faire du neuf, du propre, de l'inédit. Au contraire, ils préfèrent les marécages et les terrains vaseux, visqueux, nauséabonds. Volontairement, ils délaissent les avenues de l'espoir, les chemins du changement durable, les espaces de réenchantement du monde. Les carriéristes politiques s'efforcent de noircir toutes les situations. Ils savent qu'ils gagnent plus dans les urnes en présentant des avenues apocalyptiques qu'en évoquant les corrections à faire pour redresser les égarements de tous.

Les partis politiques préfèrent détruire l'adversaire, exagérer ses travers plutôt que de proposer une solution crédible. Il est plus facile de faire table rase que d'élever, dans la fraternité, un projet qui cimenterait les citoyens d'aujourd'hui et de demain.

Les derniers sondages placent Jean Charest dans la cave. Pauline Marois atteint le rez-de-chaussée, de peine et de misère. Plus des trois quarts des électeurs ne la voient pas première ministre. Avec tous les malheurs qui s'acharnent sur le gouvernement actuel, son parti n'atteint pas la barre des 40 %. Les Québécois ne veulent plus du fédéralisme de Jean Charest; ils ne veulent pas davantage l'emmanchure pé-

quisto-nationaliste de Pauline Marois. Les indépendantistes se sentent orphelins. Ils doivent se réfugier, momentanément, ailleurs. Pas étonnant qu'une troisième voie, sans chef, sans programme, rallie une majorité. À force de dire et de se dédire, de semer à tous les vents, le PQ fait le vide autour de lui. Les convictions restent, mais elles ne trouvent plus de terrain où s'exprimer, mener le combat.

Pas étonnant que, le jour du scrutin venu, les électeurs préfèrent rester devant leur écran de télévision. Ils ont le sentiment qu'il ne sert à rien de remplacer les politiciens en place par des gens qui ne proposent rien d'autre que de faire le ménage dans la maison et plonger par la suite, dans les mêmes travers qu'ils avaient jadis dénoncés. Ils savent, d'intuition, que le supposé ménage terminé, le même mal recommencera.

Au pays du Québec, le «chialage» est le sport national. On critique tout. On n'est content de rien. On ne sait pas quoi faire pour changer les choses. On se gargarise de slogans creux (ex: gouverner autrement, on se donne le vrai pouvoir), mais le temps venu, au pouvoir, on fait comme ce qui se faisait avant.

Et si on faisait réellement autrement...

IDÉES

10^{es} Journées sociales du Québec

Le cri de la Terre et le cri des pauvres

YVONNE BERGERON

Théologienne et coprésidente des Journées sociales du Québec

Les 10^{es} Journées sociales du Québec se sont tenues du 3 au 5 juin à Salaberry-de-Valleyfield sur le thème *Le cri de la Terre et le cri des pauvres*. Ce thème illustre aux yeux des quelque 180 participants qu'il y a urgence en la demeure. Le message d'Albert Jacquard est sans équivoque: ou bien l'humanité se détourne de la course à la croissance économique éternelle et cesse de considérer les ressources de la planète comme infinies, ou bien elle devra faire face à son propre naufrage dans un avenir pas si lointain, comme il l'affirmait dans une entrevue accordée au *Devoir* en octobre 2009.

Nous sommes effectivement confrontés à un bouleversement que les experts présentent comme biosphérique et dont les conséquences se font sentir sur tout un ensemble d'éléments (pollution de l'eau, réchauffement climatique, aliments falsifiés, épuisement des ressources, déclin de la biodiversité de la faune et de la flore...), sur la transmission de la vie et sur le vivre-ensemble sociétal. Conséquences qui touchent d'abord et surtout les humains les plus vulnérables.

Le défi est monumental et il apparaît comme majeur et impérieux, car l'espèce humaine, écrit Hervé Kempf, «pour la première fois depuis le début de son expansion, il y a plus d'un million d'années, [...] se heurte aux limites de son prodigieux dynamisme». Or la crise actuelle, nous le savons, vient surtout de l'ampleur de la «marque humaine», pourtant généralement appelée progrès.

Justice sociale, justice écologique

Nous avons affirmé l'inséparabilité de la justice écologique et de la justice sociale. Devant la folie mortifère d'une économie marchande souvent laissée aux mains de prédateurs qui n'hésitent pas à exploiter scandaleusement la planète, la conscience écologique s'accroît et s'affirme plus vigoureusement. De plus en plus aussi, en regard d'une pléiade de faits à l'appui, monte l'évidence d'un lien étroit entre la situation environnementale et le phénomène d'appauvrissement et d'exclusion sociale: «Au total, dira encore Hervé Kempf, *pauvreté et crise écologique sont inséparables. De même qu'il y a synergie entre les différentes crises écologiques, il y a synergie entre la crise écologique et la crise sociale: elles se répondent l'une l'autre, s'influencent mutuellement, s'aggravent corrélativement.*» Dit autrement, le cri de la Terre est indissociable du cri des pauvres.

Au cœur de cette problématique complexe et inquiétante, une gamme de sentiments nous habite, allant du découragement (désenchantement, morosité, impression de tourner en rond...) à la créativité active en passant par le refus, le rebondissement, la résistance... Et surtout, face à un tel mode de développement conduisant à une impasse, se pose la question fondamentale de notre rapport au monde et au vivant.

Quelle est notre vision de la nature? Quelle est notre conception de l'être humain? Comment nous situons-nous concrètement en regard de l'environnement? Dans nos pratiques, quelle sorte de liens entretenons-nous avec la Terre et tout ce qui y vit? Autant d'interpellations qui risquent fort de nous entraîner dans un processus de «conversion anthropologique», comme l'évoque le titre de l'intervention faite par André Beauchamp. Pour un changement de perspectives, nous avons avantage à prendre en compte la parole et la pratique des écoféministes, dont l'approche s'avère plus inclusive.

Dans cette perspective, le point de départ vient des femmes pauvres, considérées comme «para-



Femme travaillant dans une briqueterie au Bangladesh. Les femmes pauvres peuvent être considérées comme le «paradigme de l'humanité blessée et des écosystèmes menacés».

digne de l'humanité blessée et des écosystèmes menacés», selon les mots de Jacqueline St-Jean. Non seulement une telle approche remet en question la vision du monde et l'anthropologie patriarcale, mais elle introduit une «biodiversité» dans la façon d'analyser la réalité, de la comprendre et de la transformer dans le sens d'une libération intégrale.

L'action concertée

Il y a un enjeu majeur dans cette problématique, celui de l'action concertée. Cela s'affirme et se renforce dans la mesure où nous gardons comme visée le changement en profondeur. Et c'est ici que rebondit singulièrement la question éthique, considérée comme une sorte d'exigence personnelle et de responsabilité collective.

Place donc à l'irremplaçable implication citoyenne, à la participation des groupes sociaux et environnementaux, à toute cette mouvance écologique qui privilégie, dans sa recherche d'alternatives, une logique consensuelle et une pratique plus concertée. Aussi, misant sur la sagesse des gens, leur lecture du réel, leur compétence écologique et sociale, nous avons voulu entendre leurs paroles, leurs questions et leurs propositions d'action dans les différentes régions du Québec.

En faisant appel aux expériences de ceux dont les

pratiques prennent déjà part au changement dans leurs milieux, nous avons pu les analyser d'un point de vue à la fois écologique et social. Cela nous a permis de nous approprier davantage la problématique, en l'intégrant à notre réflexion et à nos interventions, tout en maintenant constamment le lien entre le «local» et le «global» afin de développer des alternatives collectives.

C'est donc tout cela que les Journées sociales ont approfondi cette année dans l'espoir de contribuer quelque peu à la venue d'une Terre et d'une humanité nouvelles. Sans quitter les lieux où se vivent les enjeux et où se décide l'avenir de la planète et de l'humanité, nous avons voulu également saisir ce qui anime ces femmes, ces hommes, ces groupes en train d'instaurer une autre dynamique dans leur rapport aux autres et à l'univers. Cela ouvrira sur les multiples perspectives capables de donner du souffle et de nourrir une certaine vision de l'engagement.

Nous ferons donc route ensemble sur les chemins que nos concitoyens empruntent au quotidien de leur histoire. Peut-être y reconnaitrons-nous cette présence souverainement libre qui nous accompagne et donne le goût de nous libérer aujourd'hui en nous plaçant au «diapason de l'écojustice» et en entrant dans la danse de la solidarité.

QUESTIONS D'IMAGE

Ces images qui en cachent d'autres



JEAN-JACQUES STRÉLISKI

Nos existences surmédiatisées se nourrissent exclusivement de ce qui dé passe. Comme les nouvelles seraient plates en effet si l'on n'y relatait que ce qui va bien, ce qui tourne rond ou ce qui donne espoir. Mais, Dieu merci, il n'en est rien.

Nos semaines sont donc riches et comblées, puisque tout l'accent se porte à l'inverse sur ces aspirations quotidiennes dont nous nous délectons et que l'actualité nous relaye sans interruption sur un mode *All you can eat*. A chaque jour son fait divers, son scandale, son drame et parfois aussi son sourire.

N'étant guère friand de ce type de formule buffet chinois, je me suis employé, pour cette dernière chronique avant la pause estivale, à sélectionner un menu à la carte concernant les nouvelles qui, selon moi, projettent des images à regarder deux fois, fussent-elles images de courage ou images de bassesse. Des images qui portent à réflexion.

■ Une émission «propagandiste» d'un genre nouveau au Canada a été presque passée sous silence au Québec. Je dis presque, car nombre de chroniqueurs en ont quand même parlé, mais elle n'a pas suscité dans le grand public le tollé auquel on aurait pu s'attendre.

L'entrevue de la danseuse Margie Gillis accordée à Krista Erickson de Sun News fut proprement insupportable. Sur un ton flagorneur au début, puis accusateur par la suite, sans nuances et avec une arrogance innommable, il sera fait reproche à la célébrité canadienne d'avoir bâti sa carrière à coups de subventions gouvernementales.

Un discours et une faconde en tous points similaires à un billet de Nathalie Elgrably-Lévy contre lequel je m'étais efforcé de réagir dans une précédente chronique (*L'inacceptable raisonnement*). Les journalistes ont le droit de poser des questions — même serrées — à ceux et celles qu'ils interrogent. Encore doivent-ils jouer cartes sur table et prévenir leurs interlocuteurs de la formule, de l'intention et du type d'émission dans laquelle ils ont été invités. Tendre un piège est proprement inacceptable. L'image que cela projette est pire encore et reflète assez justement les vues conservatrices de ces médias populistes. La chasse aux sorcières, ici les artistes subventionnés, est ouverte. Tous les moyens sont bons. *It's not my cup of tea*, répètera ad nauseam l'animatrice excitée durant toute l'entrevue en évoquant l'art pratiqué par Mme Gillis. On aura compris qu'elle préfère sans nul doute les tasses du Tea Party.

■ La démission spontanée de quatre membres influents du caucus du PQ a fait grand bruit. Coups de gueule! Excuses! Reviendront? Reviendront pas? Pas de deux, de trois, de quatre. Cette danse sans élégance illustre à la perfection combien les lignes des vieux partis sont difficiles à suivre. Une désuétude qui favorise le cynisme des citoyens avides d'aspiration légitime à de vrais changements en matière de pratiques politiques — transparence, intégrité, langage clair, adéquation aux véritables enjeux économiques, sociaux, environnementaux, etc. Et bien entendu, ce qui est vrai pour un parti d'opposition l'est encore bien davantage pour un parti au pouvoir.

L'image est claire, mais fanée. Les vieux partis s'essouffent; on peut même dire qu'ils s'étiolent. Bouffis de préjugés et de principes, ils ne font qu'afficher du mépris et de l'indifférence à la montée de ces autres courants qui prétendent vouloir changer les choses. On se moquait tant de Jack Layton il y a à peine quelques mois! On raille Amir Khadir et on se gaussait de François Legault. Les politiciens sont souvent les plus malhabiles à lire dans l'air du temps. Comme dirait aujourd'hui un bon vieux slogan: «On est huit millions, faut s'parler!»

■ En plein discours du Trône, une jeune page, Brigitte DePape, sort subrepticement un petit écriteau souple de son vêtement d'apparat. Elle se trouve dans l'allée principale, devant les caméras du Canada tout entier. On peut y lire «STOP Harper!». Un coup de maître, diront certains. Une stupidité, avanceront d'autres. Pour moi, il s'agit de la manifestation d'un courage peu commun. Cette jeune femme évoquant de surcroît le printemps arabe. Un appel à la mobilisation?

L'image est forte. Elle me parle de la jeunesse. De cette jeunesse qui veut changer le monde et à laquelle le monde peine à faire de la place. Cela viendra. Mais quand?

Dans l'intervalle, l'ère Harper va donner sa pleine mesure. Une mesure dont Krista Erickson vient de nous offrir un échantillon gratuit à la gloire des vertus de la droite conservatrice. On se croirait à une autre époque.

L'air devient lourd, je vais en changer pour quelques semaines. Bonnes vacances à vous aussi.

Jean-Jacques Stréliski est professeur associé à HEC Montréal, spécialiste en stratégie d'images.

Tirs mortels à Montréal

Pour tous les autres Mario Hamel...

PAUL LAPORTE ET AUBIN BOUDREAU

Respectivement président du conseil d'administration et directeur général de l'Accueil Bonneau

Le 6 juin dernier, Patrick Limoges et Mario Hamel, un de «nos gars», ont malheureusement perdu la vie. Nous en sommes profondément attristés et nous offrons nos plus sincères condoléances aux familles et aux proches.

Par souci de confidentialité et par respect, nous resterons discrets sur la situation personnelle de Mario, une personne en détresse et en souffrance comme la plupart de «nos gars». Ceux-ci n'ont ni toi ni estime de soi. Ils ont tout perdu. Ils ont souvent des problèmes de santé mentale et physique, ils ont pour la plupart rompu les liens avec leurs familles et leurs réseaux. Pour survivre dans la rue, plusieurs consomment leurs malheurs en s'intoxiquant de drogues et d'alcool.

Honteux, méfiants et exclus, alors que toutes les portes se sont fermées, il ne leur reste souvent que l'Accueil Bonneau. Ils sont 700 à y ve-

nir quotidiennement. Intervenants, Sœurs grises et bénévoles les accueillent dans le respect, les nourrissent, les vêtent et les invitent à revenir. Et ils reviennent...

Besoin de services

Avec le temps, ils réussissent à créer un lien de confiance et faire avec eux les premiers pas de réinsertion sociale. Mario avait fait de ces pas.

Environ 200 sont soutenus par nos intervenants dans la gestion de leur budget et 165 résident dans nos quatre maisons en payant leur loyer et en respectant le code de vie. Ils bénéficient aussi d'un soutien psychosocial offert par un intervenant sur place.

Il y a des coïncidences qu'on souhaiterait ne pas rappeler. Et pourtant, le jour du décès de Mario marquait un triste anniversaire: un an plus tôt, jour pour jour, l'Accueil fermait symboliquement ses portes afin de rappeler au gouvernement du Québec et à la communauté, la complexité des problématiques associées à l'itinérance, la demande en croissance et la pertinence de nos services.

Nous lançons alors un cri du cœur au gouvernement afin que notre financement soit

consolidé en vue de répondre aux besoins criants de ces personnes en détresse. Ils sont 30 000 à Montréal!

Soutien financier insuffisant

Le budget annuel de l'Accueil est de 5,3 millions (y compris la valeur des dons en nature et les heures de bénévolat). Nous sommes reconnaissants à nos bienfaiteurs qui soutiennent fidèlement notre œuvre en contribuant à 95 % de notre budget d'exploitation.

Bien sûr, nous apprécions le soutien financier du ministère de la Santé et des Services sociaux qui a fait une avancée en 2010, nous amenant ainsi à une subvention annuelle de 272 000 \$.

Malheureusement, cette somme est insuffisante et ne nous permet pas de répondre de façon adéquate aux besoins de plus en plus complexes de notre clientèle. Un intervenant pour 50 résidents est un ratio nettement insuffisant!

Les circonstances entourant la mort de Mario nous obligent à lancer à nouveau notre cri du cœur au gouvernement du Québec. Ensemble, faisons en sorte que son départ prématuré et tragique nous permette de mieux soutenir tous les autres Mario Hamel!

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec)/Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Franceur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault (Côte), correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters), information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérard Dallaire (pupitre), information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréeane Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Munger et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Étienne Plamondon-Emond (commis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; Geneviève Tremblay et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bérubé (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer Bédard, Marlene Côté, Stéphanie Desjard, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Botta, Claire Paquet et Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

BAROMÈTRE

SUIVE DE LA PAGE 1

majorité de la population souhaite la construction de l'amphithéâtre et le retour des Nordiques de Québec. Lui, il empêche ça. Il se fait beaucoup d'ennemis.»

Son appel au boycottage d'une boutique montréalaise vendant entre autres choses des souliers fabriqués en Israël, sa prise de bec avec l'ancien premier ministre Lucien Bouchard et sa présence à une manifestation organisée par des opposants aux Grands Prix de Formule 1 ont un «prix politique», souligne Jean-Marc Léger. «Ce qu'il va apprendre; c'est que ses ennemis se rappelleront de ses prises de position, alors que ceux qui l'appuient, eux, l'oublieront», avertit-il. «Il doit choisir ses bagarres. Le «trip d'égo» doit se terminer.»

La nouvelle étoile... filante?

C'est le numéro un de la Coalition pour l'avenir du Québec, François Legault, qui figure en tête de ce tout nouveau baromètre des personnalités politiques. À l'instar de Pierre Curzi, près de la moitié de la population québécoise a une «bonne opinion» de lui. En revanche, 17 % a une «mauvaise opinion» de l'ancien ministre péquiste, comparativement à 19 % pour Pierre Curzi.

«C'est la nouvelle star politique!» fait valoir Jean-Marc Léger. «Il incarne la nouveauté d'une part, mais surtout il a adopté une approche très positive en présentant des solutions concrètes, alors que les autres politiciens ont davantage eu des approches négatives», explique-t-il, faisant référence aux chefs du Parti libéral du Québec (PLQ) Jean Charest (11^e position), du Parti québécois (PQ) Pauline Marois (6^e position) et de l'Action démocratique du Québec (ADQ) Gérard Deltell (5^e position).

Les «démissionnaires»

Pierre Curzi (2^e position), Louise Beaudoin (4^e position), Lisette Lapointe (8^e position) et Jean-Martin Aussant (44^e position), qui ont claqué la porte du Parti québécois au cours de la dernière semaine, ont tous vu leur popularité croître.

D'ailleurs, la députée de Crémazie, Lisette Lapointe, figure pour la première fois dans le «Top 10» des personnalités politiques. Quelque 32 % des personnes sondées ont exprimé une «bonne opinion» à son égard (+ 6 points par rapport à décembre 2010),

Le baromètre des personnalités politiques

Les politiciens québécois les plus appréciés de la population (juin 2011)

Rang	Bonne opinion	Variation depuis déc.2010	Ne connaît pas
1	François Legault	49% +7	20%
2	Pierre Curzi	49% +6	20%
3	Marguerite Blais	44% +11	27%
4	Louise Beaudoin	41% +7	30%
5	Gérard Deltell	33% -2	32%
6	Pauline Marois	33% -3	7%
7	Amir Khadir	32% -13	17%
8	Lisette Lapointe	32% +6	36%
9	Bernard Drainville	31% -1	45%
10	Maka Kotto	30% +2	48%
11	Jean Charest	28% +4	3%
14	N. Normandeau	27% 0	36%
24	Yves Bolduc	22% 0	37%

Étude Léger Marketing réalisée du 6 au 8 juin par Internet auprès de 1004 personnes de plus de 18 ans, réparties dans toutes les régions du Québec. L'étude complète peut être consultée sur ledevoir.com

alors que 18 % des personnes sondées ont émis une «mauvaise opinion».

«Quand vous regardez Pierre Curzi, Louise Beaudoin, Lisette Lapointe et même Jean-Martin Aussant, les trois grimpent de 5 à 7 %. Ce sont, dans le fond, les plus grandes montées dans le sondage, mis à part un cas: Marguerite Blais», fait remarquer Jean-Marc Léger.

«Les gens veulent des gens qui disent tout haut ce qu'ils pensent tout bas. En politique, au Québec, c'a toujours été comme ça, c'est quand tu démissionnes que tu deviens populaire. Mais, ça ne dure pas nécessairement longtemps.»

Contrairement à Amir Khadir, les députés démissionnaires du PQ ont vu leur popularité monter même s'ils s'opposaient à l'adoption du projet de loi 204 ou d'un projet de loi omnibus mis sur la table par le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard (31^e position). «Ils n'ont pas fait en sorte que le projet d'amphithéâtre déraile. Ils ont dé-

missionné sur une question de conviction. S'il a déraillé, c'est la faute à Amir Khadir», dit M. Léger.

Marois 6^e, Charest 11^e

Échevelée par la «tempête» qui s'est abattue sur elle en fin de session parlementaire, Pauline Marois fait une chute de la 4^e à la 6^e position du palmarès. Quelque 65 % des électeurs péquistes expriment une «bonne opinion» à son égard, tandis que 26 % expriment une «mauvaise opinion». «On mesure dans un moment où c'est le plus difficile pour elle», souligne M. Léger.

Le député indépendant de Borduas, Pierre Curzi, est la seule personnalité à gagner de vitesse la chef de l'opposition officielle dans le «Top 10» des électeurs du PQ. Dans ce palmarès, Pauline Marois est toutefois talonnée par François Legault, Louise Beaudoin, Bernard Drainville et Maka Kotto.

Jean Charest — qui est la personnalité la plus populaire des électeurs libéraux — figure au 11^e rang du classement général. Passant de la 20^e à la 11^e position, c'est un grand bond que le chef du gouvernement a effectué de décembre 2010 à juin 2011. Vingt-huit pour cent des personnes sondées ont une «bonne opinion» de lui, mais 59 % ont une «mauvaise opinion».

Marguerite Blais, la seule ministre dans le «Top 10»

La ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, se hisse au troisième rang du baromètre des personnalités politiques. La députée de Saint-Henri est la seule membre du Conseil des ministres à faire partie du «Top 10».

D'autre part, son passé derrière la caméra explique en partie sa montée, tout comme celles de Pierre Curzi, Bernard Drainville, et Maka Kotto qui font tous bonne figure, indique Jean-Marc Léger. «C'étaient des vedettes télé, avant d'être des vedettes politiques.»

Le sondage Léger Marketing-Le Devoir a été effectué du 6 au 8 juin 2011, auprès de 1004 personnes âgées de 18 ans ou plus. Un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de 3,1 %, 19 fois sur 20. Le baromètre des personnalités politiques provinciales québécoises Léger Marketing-Le Devoir a été fait selon une méthodologie fiable et éprouvée. Tous les détails de la méthodologie se trouvent sur notre site Internet, ainsi que l'ensemble des questions et des résultats.

Le Devoir

AIDE

SUIVE DE LA PAGE 1

quinzaine de pompiers, avec l'aide de renforts des municipalités voisines, a été déployée dans les rues de la ville pour coordonner les équipes de bénévoles du comité S.O.S. Richelieu.

Couffés de leurs casquettes orange, les chefs des équipes de volontaires s'activent avec énergie pour déblayer sacs de sable et branchages et les charger dans les pelleteuses prêtées par la Ville de Québec. D'un bout à l'autre de l'avenue, de petits groupes de bénévoles balayent, charrient ou ratissent, et c'est à coup de chaînes humaines que les derniers jardins, encore boueux, sont vidés de leurs fortifications de sable.

«On est rendu des vétérans, on a fait [Sainte-Anne-de-Sabrevois hier], lance Gaétan Brisson, l'air entendu, avant de frapper à la porte du voisin. «Bonjour, Monsieur, avez-vous quelque chose à nous faire faire?» Carl Hudon, pompier chargé du secteur, confirme: «Aujourd'hui, ce n'est rien, hier on a dû découper des divans à la scie à chaîne!»

À l'extrémité de la rue, encore inondée par un pied d'eau, c'est une compagnie de nettoyage privée qui s'affaire à remplir une benne à ordures. Les nettoyeurs, masqués et vêtus de blanc des pieds à la tête, extraient de la cave les souvenirs d'une vie, morceau après morceau, un séchoir à linge, un pneu, des restes d'étagères. La propriétaire s'appretait à conclure la vente de la maison peu avant qu'elle ne soit envahie par deux mètres d'eau.

En moins d'une heure trente, la cinquantaine de bénévoles armés de pelles et de râteliers a fini avec la 60^e, un coup de main salutaire pour des résidents épuisés par des semaines de lutte à coup de sacs de sable et de pompes. Un ouvrage «digne des douze travaux d'Hercule», se félicite le comité S.O.S.



Des bénévoles s'affairaient à enlever des sacs de sable, hier, à Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Richelieu, instigateur du week-end de la grande corvée, qui a réuni plus de 3500 bénévoles. De leur côté, les résidents s'avouent satisfaits. «Le moral est bon, reconnaît Louise Guibeault, mais maintenant que c'est tout nettoyé, ça va-tu remonter?»

Une initiative qui en a appelé d'autres, puisque voisins, amis, et habitants des villes alentour en ont profité pour mettre la main à la pâte. Chez les Drolet, sur la 73^e avenue, on a refusé l'aide du comité. Les secours sont venus de la vingtaine de collègues de la compagnie Transport Bourassa, de Saint-Jean-sur-Richelieu. «On a déjà rempli un camion avec les sacs de sable et les restes de notre plancher», avoue Jean-François Drolet, résigné, mais visiblement soulagé.

«D'autres ont perdu leur maison, alors on s'avoue chanceux», reconnaît sa compagne, Nathalie Dupuis. Elle aussi a pu profiter du soutien de son employeur dans un moment critique. «Mon patron nous a aidés à positionner les sacs de sable autour de la maison. Sans lui, les dégâts auraient été bien pires.»

Pour l'instant, le couple et ses deux enfants ne sont pas près de regagner leur demeure et logent toujours dans un hôtel de Saint-Bernard-de-Lacolle. «C'est ironique, on ne peut pas revenir parce qu'on n'a pas d'eau courante.»

Une autre fin de semaine de corvée est prévue les 18 et 19 juin.

Le Devoir

COUTURE

SUIVE DE LA PAGE 1

d'images trafiquées. «J'en avais marre que ma musique soit proposée dans un objet moche et petit. Je voulais un objet élégant, esthétiquement parlant.»

Pas sûr que vous trouveriez cette édition-là, à moins de vous la procurer directement à l'enseigne de l'homme, le CharElie Shop de son site perso (www.charelie.com). «Ils ont buté, même au Canada. On saura pas où la mettre, cette pochette, qu'ils ont dit... Va falloir construire des présentoirs spéciaux... Putain, c'est con!» L'emballage doit être emballé ou ne pas être: pour CharElie, c'est en banalisant l'objet disque que l'on a dévalué le rapport à la musique. J'appuie. Pas surprenant qu'on dématérialise tout: autant ne rien avoir qu'avoir un petit fourre-tout de plastique générique. «C'est comme si, dans le domaine de la parfumerie, on considérait que, finalement, la seule chose qui compte, c'est le parfum et que, donc, on peut aussi bien le mettre dans un gobelet ou dans un verre à moutarde.»

Jasette de vieux combattants, nostalgiques du vinyle? Pas si simple. «Internet est un moyen de transport de l'information qui est absolument génial, que j'utilise tout le temps [allez lire Nu York, son roman «live on line», mieux qu'un blogue], mais il y a quelque chose de sacré dans l'expérience d'écouter qui s'est perdu en même temps que l'objet. Quelque chose qui se donnait à voir, à toucher, pas seulement à en-

tendre. La notion d'auteur aussi se perd, et pas seulement les redevances. La dématérialisation, c'est très bien, mais je me suis rendu compte que, sur la vingtaine de trucs qu'on me donne à écouter chaque mois et sur lesquels je porte une oreille, je ne retiens pas les noms. Parce que n'ai pas eu le disque dans les mains. L'objet nomme. L'objet fixe dans l'esprit. Je revendique l'objet, l'objet pour le plaisir de l'objet, l'objet en tant que geste gratuit.»

De la gratuité

Il a de la suite dans les idées, le CharElie. C'est la haute couture de la courtépinte Couture. Une autre chanson de l'album s'intitule précisément Les Gestes gratuits, et dit l'essentiel: «Faire face à l'horizon et se poser des questions, / En regardant le matin, OK ça sert à rien / Mais un soir dans le miroir, voir sourire son gamin, / En sentant qu'il est fier d'être le fils de son père [...] La vie se construit sur des gestes gratuits.» Et CharElie de prendre un collègue à témoin, sculpteur dont le «geste gratuit» salue le monde entier à l'entrée de sa ville: «Sa fameuse statue de la Liberté, Bartholdi a ramé comme un malade pour lui trouver une place, personne ne l'aidait. Ce n'était pas une œuvre nécessaire, au moment de sa création. Même chose pour la tour Eiffel. On devait la démonter après l'Exposition universelle. Ça ne servait à rien. Combien y aurait-il de financiers aujourd'hui qui seraient prêts à mettre de l'argent pour construire un objet pareil? Ça dépasse l'explication à court terme. C'est quand même beau de constater que la statue de la Li-

berté comme la tour Eiffel, ces deux «actes gratuits», servent de phares, de figures de proue à deux cultures.»

A ses «statuts de la liberté», CharElie le fort rêveur qui est aussi CharElie le très terre à terre oppose tout un tas d'horreurs constatées, «débat démagogiques et tribuns hystériques» dans Peintures de guerre, «tant de containers sur le quai, tant de richesses accumulées» dans Les Ours blancs. C'est l'avantage et toute la difficulté de vivre à New York: la confrontation est constante, le rêve constamment éprouvé. «C'est dur, c'est toujours dur. C'est ce que j'aime. Mes certitudes sont toujours remises en question. Un jour j'ai vu une affiche qui m'a troublé: c'était écrit «Wisemen make alike». Les hommes intelligents agissent de la même manière. Je me suis dit, putain, on m'avait appris qu'être intelligent c'était faire preuve de discernement, ne pas se laisser subjuger par la pensée collective, et là, tout d'un coup... La société a-t-elle changé à ce point?»

Cela a donné une chanson à la CharElie, ludique et lucide à la fois, Faire com. «Faire comme / Faut faire comme / Comme la com / Comme il faut. [...] Comme un avion sans aile...» Notez le clin d'œil à la chanson qui demeure sa plus connue, enregistrée en 1981 — trente ans déjà, sapristi! —, celle qu'on lui demande vingt fois par concert. «J'en rigole. On a beau être libre, il faut accepter une certaine continuation...» Oui, il la chantera ce soir. Pas besoin de la réclamer. Le geste n'en sera que plus gratuit.

Le Devoir

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Québecor Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com
Bureau de Québec 418-643-1541

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

RETARD

SUIVE DE LA PAGE 1

La même année, le gouvernement Charest faisait de la refonte du Code du bâtiment la deuxième priorité de son Plan d'action sur les changements climatiques.

Le projet de règlement est prêt depuis le début du dernier hiver, a confirmé au Devoir la porte-parole de la RBQ, Marjolaine Veillette, mais les modalités administratives et financières de sa mise en œuvre continuent de paralyser cette réforme.

Il y avait une entente de principe entre la RBQ et l'AEE sur la certification des maisons qui seront à terme construites obligatoirement selon la norme Novoclimat, une norme pour l'instant d'application volontaire et d'impact marginal sur le parc immobilier québécois. Or cette norme est elle-même déjà dépassée par les normes en vigueur dans d'autres provinces et nettement en deçà de la norme fédérale R-2000.

Selon l'entente intervenue, l'AEE aurait été responsable de la certification dans le secteur résidentiel. Pour sa part, la RBQ aurait concentré ses inspecteurs sur les bâtiments commerciaux et industriels.

Selon une source bien au fait du dossier, la RBQ, qui «manque d'inspecteurs sur les chantiers», a été obligée de concentrer sa marge de manœuvre sur l'opération Marteau. Comme cette régie doit s'auto-financer, elle ne veut pas imposer aux entrepreneurs, proches du gouvernement, la facture de la certification des 30 000 à 45 000 maisons qui se construisent annuellement au Québec.

L'AEE était prête à assumer cette fonction, mais «sur une base d'échantillonnage des maisons», donc avec une équipe et des cibles réduites, explique la présidente de l'Agence, Luce Asselin. Mais un avis juridique provenant du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), le ministère responsable de l'Agence, a obligé cette dernière, précise Mme Asselin, à se désister de tout mandat de certification des nouvelles maisons.

L'Agence a envisagé, ajoute Mme Asselin, plusieurs scénarios, dont celui de «l'impartition». Ce scénario, dont une autre source dit qu'il intéresse le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs — qui l'utilise pour les tests sur l'eau potable notamment —, repose sur la certification de vérificateurs externes, suffisamment nombreux pour passer au crible toutes les maisons construites chaque année. Quant à la certification des maisons elle-même, elle pourrait coûter quelques centaines de dollars à chaque entrepreneur. On dit que l'idée est mal accueillie par plusieurs, «qui ne veulent voir personne passer derrière eux pour contrôler leur travail», explique une source à la RBQ.

C'est pourtant ce qu'acceptent les constructeurs dûment formés, mais plutôt rares qui construisent selon les normes fédérales R-2000, beaucoup plus sévères que la norme Novoclimat, car elle touche aussi le bilan énergétique de tous les équipements d'une maison.

Un retard suspect

L'AEE a déposé ses recommandations pour réformer le vieux Code du bâtiment en mai 2010. Un mois plus tard, la titulaire du MRNF, Nathalie Normandeau, les acheminait, avec son appui, à son collègue Sam Hamad, du ministère du Travail, pour qu'il ordonne à sa Régie du bâtiment de passer à l'action.

Comment expliquer ces deux années et demie de retard?

«Il fallait consulter tout le monde dans l'industrie, car on ne voulait pas arriver avec des solutions dont le marché ne voulait pas», explique la présidente de l'AEE.

La majorité des acteurs professionnels du milieu de la construction, à l'exception de plusieurs gros entrepreneurs, ont appuyé le principe de cette réforme d'autant plus facilement que des centaines d'entrepreneurs appliquent déjà volontairement ces normes, surtout dans le secteur du préfabriqué.

L'Agence a rencontré une autre difficulté majeure quand la Régie de l'énergie lui a refusé le financement nécessaire à la mise au point du nouveau Code dans son budget 2009-2010. Plusieurs grands distributeurs, explique Luce Asselin, ont fait valoir qu'ils étaient tenus par la loi de financer des programmes concrets d'efficacité énergétique, pas l'élaboration de règlements, comme celui destiné à réformer le Code du bâtiment.

La Régie de l'Énergie — que les écologistes se plaisent à décrire comme une tour de Pise qui penche systématiquement du côté d'Hydro-Québec — a finalement statué que la refonte du Code relevait du Plan d'action sur les changements climatiques et qu'il n'avait pas à être financé par les distributeurs d'énergie, comme Hydro-Québec, par l'entremise du Plan d'ensemble en efficacité énergétique. Cette décision apparaît encore aujourd'hui à la plupart des observateurs, y compris à des sources au sein du MRNF, d'autant plus incongrue que la refonte du Code du bâtiment constitue un pilier de la Stratégie énergétique 2006-2015, ce qui relève clairement de la Régie.

«Tous ces délais, explique la même source, retardent objectivement une réduction importante de la consommation d'énergie, qui ne fait pas l'affaire d'Hydro-Québec aux prises avec d'importants surpluses.»

Au cabinet de la ministre Normandeau, son attachée de presse, Marie-France Boulay, récusé toute accusation en ce sens. La ministre, dit-elle, a tout fait preuve d'une célérité exceptionnelle quand elle a reçu les recommandations de l'AEE l'an dernier.

La ministre, affirme son attachée de presse, se donne présentement comme objectif de voir ce volet majeur de la Stratégie énergétique entrer en vigueur «en 2012».

Le Devoir

Le Devoir